

Accusé de réception en préfecture

013-241300276-20111103-2011_A142-DE

Date de signature : -

Date de réception : 17/11/2011



Acte rendu exécutoire par application des
formalités de télé-transmission au Contrôle
de Légalité



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE DU 3 NOVEMBRE 2011
PRESIDENCE DE MONSIEUR JOËL MANCEL

2011_A142

OBJET : Développement économique et Emploi - Délégation de Service Public pour le Très Haut Débit - Examen du rapport annuel d'activités de l'année 2010, du compte-rendu d'exploitation et du compte-rendu financier du délégataire

Le 3 novembre 2011, le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix s'est réuni en session ordinaire à l'espace Aixagone à Saint-Cannat, sur la convocation qui lui a été adressée par Madame le Président de la Communauté d'Agglomération le 27 octobre 2011, conformément à l'article L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Étaient Présents : AGARRAT Henri – AGOPIAN Jacques – AREZKI Alain – ARNAUD Christian – BABULEAUD Jean-Pierre – BARRET Guy – BAUTZMANN Marcel – BELLUCCI Angélique – BERNARD Christine – BLAIS Jean-Paul – BONFILLON Jean - BONTHOUX Odile - BOULAN Michel – BOYER Michel - BRAMI Héliot – BUCCI Dominique – BUCKI Jacques – BURLE Christian – CANAL Jean-Louis – CASSAN René – CATELIN Mireille – CHARDON Robert – CHARRIN Philippe – CHEVALIER Eric – CHORRO Jean – CIOT Jean-David - CRISTIANI Georges – CURINIER Erick - DAGORNE Robert – DAVENNE Chantal – DE PERETTI François-Xavier – DELAVET Christian – DELOCHE Gérard – DEMENGE Jean – DESCLOUX Odette – DILLINGER Laurent – DRAOUZIA Dahbia – DUFOUR Jean-Pierre – DUPERREY Lucien – FERAUD Jean-Claude – FERAUD Pierre – GACHON Loïc - GARCIA Daniel – GARÇON Jacques - GARNIER Eliane – GASCUEL Jean – GERARD Jacky – GOUIRAND Daniel – GROSDÉMANGE Gérard – GROSSI Jean-Christophe – GUINIERI Frédéric – HAMARD-OULMI Nadira – JAUME Emmanuelle – JONES Michèle – JOUVE Mireille – LAFON Henri – LAGIER Robert – LECLERC Jean-François – LEGIER Michel – LICCIA Marcel – LOUIT Christian - MANCEL Joël – MARTIN Régis – MARTIN Richard – MATAS Henri – MAURET Jacques – MAURICE Jany – MERGER Reine – MERSALI Malik - MICHEL Claude – MICHEL Marie-Claude – MOINE Anne – MONDOLONI Jean-Claude – MORBELLI Pascale - MOUGIN Jacques – MOYA Patrick – MUSSET Alain – NICOLAOU Jean-Claude – OLLIVIER Arlette – ORCIER Annie – PAOLI Stéphane – PATOT Gérard – PERRIN Jean-Marc – PIERRON Liliane – PIN Jacky – PIZOT Roger – POITOU Frédéric – ROUARD Alain - ROUGIER Jacques – ROUSSEL Jaques – SANTAMARIA Danielle – SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre - SILVESTRE Catherine – SLISSA Monique – SUSINI Jules – TAULAN Francis – TERME Françoise – TONIN Victor – TRINQUIER Noëlle – VALETA Marie-José – VENEL Gérard – VEYRUNES Bernard

Étai(en)t excusé(s) et suppléé(s) : MALLET Raymond suppléé par MAUNIER André – MEDVEDOWSKY Alexandre suppléé par SKRIVAN Fleur – ROVARINO Isabelle suppléée par MENGEAUD Julien

Étai(en)t excusé(es) avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales : ALBERT Guy donne pouvoir à ROUGIER Jacques – AMAROUCHE Annie donne pouvoir à HAMARD-OULMI Nadira – AMIEL Michel donne pouvoir à BUCCI Dominique – BENON Charlotte donne pouvoir à MERGER Reine – BRAMOULLÉ Gérard donne pouvoir à CHORRO Jean – BRUNET Danièle donne pouvoir à OLLIVIER Arlette – CHAZEAU Maurice donne pouvoir à PIERRON Liliane – CONTE Marie-Ange donne pouvoir à FERAUD Pierre – DECARA Yannick donne pouvoir à DILLINGER Laurent - DEVESA Brigitte donne pouvoir à DE PERETTI François-Xavier – DUCATEZ-CHEVILLARD Christine donne pouvoir à CHARRIN Philippe – FENESTRAZ Martine donne pouvoir à MATAS Henri – FOUQUET Robert donne pouvoir à BERNARD Christine – GALLESSE Alexandre donne pouvoir à PAOLI Stéphane – GUINDE André donne pouvoir à AGOPIAN Jacques – JOISSAINS Sophie donne pouvoir à TONIN Victor – JOISSAINS MASINI Maryse donne pouvoir à MANCEL Joël – LARNAUDIE Patricia donne pouvoir à GARÇON Jacques – MOHAMMEDI Amaria donne pouvoir à BRAMI Héliot – NELIAS Mireille donne pouvoir à SLISSA Monique – PELLENC Roger donne pouvoir à LAFON Henri – PERRIN Jean-Claude donne pouvoir à BONFILLON Jean – PORTE Henri-Michel donne pouvoir à MORBELLI Pascale – POTIE François donne pouvoir à DAGORNE Robert – RENAUDIN Michel donne pouvoir à MONDOLONI Jean-Claude – RIVET-JOLIN Catherine donne pouvoir à DELOCHE Gérard – SAEZ Jean-Pierre donne pouvoir à CHARDON Robert – VILLEVIEILLE Robert donne pouvoir à BELLUCCI Angélique

Étai(en)t excusé(es) sans pouvoir : BARBAT-BLANC Odile – BORDET André – BOUTILLOT Guy – DEVAUX Pierre - DI CARO Sylvaine – FILIPPI Claude – GERACI Gérard – GOURNES Jean-Pascal – GUEZ Daniel - LONG Danièle – SANGLINE Bruno

Secrétaire de séance : Stéphane PAOLI

Monsieur Henri LAFON donne lecture du rapport ci-joint.

CONSEIL DU 3 NOVEMBRE 2011

Rapporteur : Monsieur Roger PELLENC

Objet : Délégation de Service Public pour le Très Haut Débit - Examen du rapport annuel d'activités 2010, du compte rendu d'exploitation et du compte rendu financier du délégataire.

Information du Conseil

Mes Chers Collègues,

Le présent rapport présente le rapport réglementaire annuel relatif à la Délégation de Service Public Très Haut Débit, confiée à la société CAPAIX CONNECTIC. Cette DSP comprend la construction et l'exploitation du réseau de communications électroniques à Très Haut Débit.

Par délibération n°2008_A076 en date du 26 juin 2008, la Communauté du Pays d'Aix a attribué au groupement Eiffage / LD Collectivités, la Délégation de Service Public relative à l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à Très Haut Débit. D'une durée de 20 ans, ce contrat de concession a pour objet la construction et l'exploitation du premier réseau d'initiative publique en région PACA. Son exécution a été confiée à la société dédiée CAPAIX CONNECTIC, issue du groupement précité. Le contrat ayant été signé en septembre 2008, sa mise en œuvre a réellement débuté au mois de novembre de la même année.

Pour la réalisation de ce projet, d'un montant de 16,53 millions d'Euros, le délégataire a bénéficié d'une **subvention publique** à hauteur de 7,85 millions

d'Euros. Cette somme correspond au besoin de financement nécessaire pour compenser tout ou partie des surcoûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public mises à la charge du délégataire. La CPA a par ailleurs obtenu des subventions d'un montant total de 1.964.000 € soit 1.464.000 € au titre du FEDER et 500.000 € de l'Etat (FNADT).

Aujourd'hui, la première étape du projet, la construction et l'aménagement d'un réseau de fibre optique de 300 km qui dessert les principales zones d'activités du territoire, est finalisée. L'arrivée de la fibre optique devra permettre aux entreprises d'y bénéficier d'un accès Très Haut Débit à des tarifs concurrentiels. En effet, le réseau THD est ouvert de façon transparente et non discriminatoire à tous les opérateurs de service.

Fin 2010, le délégataire a lancé les opérations de commercialisation à destination des entreprises, par l'intermédiaire des opérateurs télécom. A cet effet, il s'appuie sur un agent commercial indépendant basé en Pays d'Aix. A ce jour, une dizaine de contrats fibre a été signée, et une démarche de prospection active est en cours en direction des clients potentiels mais aussi des associations de zones d'activités.

Par ailleurs, soucieux de limiter les frais de génie civil et d'assurer la capillarité des zones d'activités, la collectivité et le délégataire ont initié un ensemble de mesures visant à identifier et valoriser des infrastructures existantes, sollicitant à cet effet les communes membres et les partenaires institutionnels concernés.

S'inscrivant dans une logique d'aménagement numérique du territoire, le réseau THD s'appuie également sur deux technologies complémentaires : l'ADSL (qui utilise le réseau téléphonique cuivre existant) et l'hertzien. Le délégataire procède en effet au dégroupage de 20 NRA (points de raccordement des usagers), en vue de couvrir 97 % des foyers. Le dégroupage permet de souscrire, auprès de différents fournisseurs d'accès à Internet, à des offres « triple play » (Internet – téléphonie filaire – TV numérique), dans un rayon de 4,5 km autour dudit NRA.

La plupart de ces NRA sont aujourd'hui en service, et le délégataire a commercialisé plus de 5.000 liens ADSL auprès des opérateurs.

Par ailleurs, les quatre stations radio installées par le délégataire ont pour vocation de couvrir certaines « zones blanches » non desservies par l'ADSL. Les antennes WIFIMAX ont été installées, et la commercialisation devra être lancée très bientôt en direction des foyers concernés.

Pour le suivi de cette délégation de service public, des comités de suivi mensuels se sont tenus, conformément aux dispositions de l'article 40 du contrat de concession. Des comités de pilotage ont eu lieu le 16 février 2010 et le 16 mars 2011 et plusieurs présentations du projet ont été effectuées auprès des membres du Bureau communautaire. Enfin, des réunions de concertation ont eu lieu dans les communes de la CPA et avec les associations de zones d'activités.

En application de l'article L. 1411-3 du Code général des collectivités territoriales et du décret n° 2005-236 du 11 mars 2005, l'article 37.2 du contrat de concession prévoit la production, par le délégataire, d'un **rapport annuel**. Celui-ci doit comprendre notamment un compte-rendu d'exploitation et un compte-rendu financier de l'année écoulée.

Aussi, je vous prie de bien vouloir prendre acte du rapport 2010 joint en annexe.

VU l'exposé des motifs,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1411-3 qui demande de prendre acte du rapport et de ces annexes,

VU le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005 relatif au rapport annuel du délégataire de Service Public Local;

VU la délibération n° 2008_A076 du 26 juin 2008 relative au choix du délégataire;

VU le contrat de concession signé entre la Communauté du Pays d'Aix et le groupement d'entreprises composé par SFR Collectivités et Eiffage S.A. et notifié le 19 septembre 2008 ;

VU l'avis favorable de la Commission du Développement Economique en date du 12 mai 2011 ;

VU l'avis de la commission consultative des services publics locaux –CCSPL- en date du 23 mai 2011 ;

Au vu de ce qui précède, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** du rapport du délégataire 2010 et du rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels, produits au titre de la Délégation de Service Public pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau Très Haut Débit sur le territoire de la Communauté du Pays d'Aix.



RAPPORT DU DELEGATAIRE 2010

**Délégation de service public pour
l'établissement et l'exploitation d'un réseau
de communications électronique à très haut
débit sur le territoire de la Communauté du
Pays d'Aix.**

CONSEIL DU 3 NOVEMBRE 2011	1
PREAMBULE.....	7
1) RAPPORT D'ACTIVITE ADMINISTRATIF & FINANCIER (DONNEES COMPTABLES) :	9
a) Organisation	9
i) <i>Description de la société de concessionnaire et de son actionariat</i>	9
ii) <i>Organigramme de la société concessionnaire</i>	9
b) Finances.....	10
i) <i>Compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation</i> :	10
(1) <i>Produits d'Exploitation</i>	10
(2) <i>Charges d'Exploitation</i>	10
(3) <i>Résultat Financier</i>	11
(4) <i>Résultat exceptionnel</i>	12
ii) <i>Bilan de la délégation</i>	13
(1) <i>Actif</i>	13
(a) <i>Actif immobilisé</i>	14
(b) <i>Actif circulant</i>	14
(2) <i>Passif</i>	14
(a) <i>Capitaux propres</i>	15
(b) <i>Provisions</i>	15
(c) <i>Dettes</i>	15
c) <i>Présentation des méthodes et éléments de calcul économique annuel et pluriannuels retenus</i> :...	15
i) <i>Méthode d'évaluation</i> :	15
d) <i>Etat des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat</i> :	16
e) <i>Compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué</i> :	16
i) <i>Présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation</i> :	17
f) <i>Etat des autres dépenses de renouvellement réalisées</i> :	17
g) <i>Inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et bien de reprises du service délégué</i> :	17
i) <i>Inventaire des biens de retour</i> :	17
(ii) <i>Inventaire des biens de reprises</i> :	18
h) <i>Engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la délégation de service public et nécessaire à la continuité du service public</i> :	18
i) <i>Compte rendu financier</i> :	18
i) <i>Données économiques</i> :	18
(ii) <i>Comptes de résultats prévisionnels</i> :	18
iii) <i>Commentaires</i> :	19
(1) <i>Activités DSL</i>	19
(2) <i>Activités LAN TO LAN</i>	19
(3) <i>Activités Wifimax</i>	20
(4) <i>Charges d'Exploitation</i>	20
(a) <i>Les charges directes</i>	20
(b) <i>Les charges indirectes</i>	20
Rapport d'activité de la construction du réseau	21
j) <i>Cartographie du réseau</i>	21
k) <i>Rappel du projet</i>	21
l) <i>Avancement des études et des travaux de la partie passive</i> :	22
i) <i>Avancement des études et des travaux de la partie active</i> :	22
m) <i>Etat du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement</i> :	22
i) <i>Etat du suivi du programme</i> :	22
(1) <i>Réseau Passif</i>	22
(2) <i>Réseau Actif</i>	24

n)	Analyse de la qualité du service rendu et les mesures proposées par le Déléguataire pour une meilleure satisfaction des usagers	24
2)	RAPPORT D'ACTIVITE DE L'EXPLOITATION DU RESEAU	25
a)	Présentation générale :	25
i)	<i>Un centre d'exploitation 24/24 7/7</i>	25
ii)	<i>Les principales fonctions d'exploitation</i>	25
b)	Compte rendu technique :	26
i)	<i>Tableau de bord de disponibilité du réseau actif</i> :	26
ii)	<i>Evolution générale de l'état des matériels et équipements exploités</i> :	26
iii)	<i>Evolution de l'activité</i> :	26
(1)	<i>Cœur de réseau actif</i>	26
(2)	<i>NRA</i>	27
(a)	<i>Histogramme du taux de charge de l'ensemble des boucles NRA</i>	27
(b)	<i>Histogramme du taux de charge de la boucle DSLAM n°1</i> :	27
(c)	<i>Histogramme du taux de charge de la boucle DSLAM n°2</i> :	28
(d)	<i>Histogramme du taux de charge de la boucle DSLAM n°3</i> :	29
iv)	<i>Modification technique éventuelle de l'organisation des Services</i> :	29
v)	<i>Travaux d'entretien et de renouvellement</i> :	29
vi)	<i>Inventaire annuel et consolidé des biens constituant le Réseau</i> :	29
vii)	<i>Evénements intervenus sur le réseau actif</i> :	29
viii)	<i>Etudes des capacités</i> :	30
ix)	<i>Enquête de satisfaction des usagers</i> :	30
x)	<i>Veille technologique</i> :	30
3)	RAPPORT D'ACTIVITE DE LA COMMERCIALISATION DU RESEAU :	31
a)	Préambule et contexte marketing :	31
i)	<i>Notes sur les évolutions du marché</i>	31
(1)	<i>Le marché GP</i>	31
(a)	<i>Croissance forte HD</i>	31
(b)	<i>Recomposition du marché des FAI GP</i>	31
(c)	<i>Quelles évolutions sur 2011 ?</i>	32
(2)	<i>Le marché « Pro »</i>	32
b)	Commercialisation :	32
i)	<i>Modification éventuelle de l'organisation des Services</i> :	36
(1)	<i>Wifimax</i>	36
(2)	<i>DSL</i>	36
c)	Communication	37
i)	<i>Réunions de présentation du projet aux acteurs du Pays d'Aix</i>	37
ii)	<i>Les outils de communications mis en œuvre</i> :	38
(1)	<i>Le site internet</i> :	38
iii)	<i>Les plaquettes</i> :	38
d)	Enjeux et Perspectives 2011	39
i)	<i>Sur le segment grand public</i> :	39
ii)	<i>Sur le segment « Pro »</i> :	39
iii)	<i>Sur le segment infrastructure</i> :	39
4)	ANNEXE 1 : RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2010/2011	40
5)	ANNEXE 2 : ETAT DES EFFECTIFS	41

PREAMBULE

La Communauté du Pays d'Aix est un établissement public de coopération intercommunal rassemblant 34 communes pour 330.000 habitants sur 1300 km². Son économie a été caractérisée sur les deux décennies écoulées par une vive croissance et le développement marqué de filières de haute-technologie, en microélectronique et photonique tout particulièrement. Par ailleurs, elle enregistre une importante surreprésentation statistique des TPE et PME de faible taille.

L'activité économique du Pays d'Aix se concentre sur des pôles géographiques situés essentiellement en zone sud : Vitrolles, Plan de Campagne, Aix en Provence et Rousset. Une importante zone nord, plus rurale, dispose d'un niveau d'équipement économique significativement moins développé, à l'exception du Centre d'Etudes Nucléaires de Saint-Paul lez Durance, où sera installé le réacteur de recherche ITER.

Après de nombreuses études la CPA conclue que face à la nécessité et aux enjeux majeurs en matière d'aménagement numérique, la seule dynamique du marché trouve ses limites. Fort de sa compétence d'opérateurs de réseaux de communications électroniques reconnue par les dispositions de l'article L. 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, tirées de la loi du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique la Communauté du Pays d'Aix par délibération en date du 26 juin 2008 a choisi de confier, dans le cadre d'un contrat de concession, la conception, la réalisation, l'exploitation technique et commerciale du projet à un délégataire de service public. Au terme de la procédure, la délégation de service public a été notifiée le 22 septembre 2008 au groupement d'entreprise EIFFAGE et SFR Collectivités pour une durée de 20 ans. Ce groupement a donné naissance à la société CAPAIX CONNECTIC en novembre 2008.

CAPAIX CONNECTIC, aménageur numérique du territoire, a donc pour mission :

- De favoriser le développement durable d'une concurrence accrue entre des offres moyen et haut débit à des tarifs réellement attractifs, sur l'ensemble du territoire de la CPA et en particulier les Zones d'Activité pour les opérateurs et les utilisateurs de réseaux indépendants, ainsi que, ce faisant, pour les clients des opérateurs usagers du réseau ;
- D'assurer la gestion à long terme du sous-sol et la cohérence du déploiement des réseaux de communications électroniques.

Le réseau de communications à très haut débit de la CPA représente un investissement initial de 16,5 M€ et constitue un véritable projet d'aménagement numérique du territoire, dans la mesure où il vise à améliorer :

- *La cohésion sociale*, en permettant à tout usager implanté sur le territoire de la CPA de disposer d'un accès facilité à de nouveaux services (ADSL, Wifimax, Satellite) qui permettront de compenser l'isolement des populations dans tous les domaines ;
- *La cohésion territoriale* en offrant sur l'ensemble du territoire une couverture minimale de 2 Mbps, toute technologie confondue et des offres du marché dans des conditions attractives ;
- *La compétitivité des acteurs économiques*, avec une nouvelle infrastructure de télécommunication en fibre optique (technologie inégalée à ce jour) au service de l'innovation et de la performance
- *L'attractivité économique durable du territoire* en améliorant pour ses entreprises et ses habitants l'accessibilité aux services Haut et Très Haut-Débit.

Les principaux quantitatifs lors de la notification du projet étaient les suivants :

- La création d'un réseau de fibre optique de 290 km sur l'ensemble du territoire
- Le dégroupage de 18 NRA
- L'adduction de 51 ZA
- L'implantation de 3 antennes hertzienne de technologie Wimax permettant la couverture des zones blanches,
- La mise à disposition d'un catalogue de services public et d'une grille tarifaire adaptés aux besoins des opérateurs locaux et nationaux, garants de la pérennité de la dynamique initiée.

Au terme de l'année 2010 les principaux quantitatifs du projet étaient les suivants :

- La création d'un réseau de fibre optique de 307 km sur l'ensemble du territoire
- Le dégroupage de 18 NRA
- L'adduction de 75 ZA
- L'implantation de 4 antennes hertzienne de technologie Wifimax permettant la couverture des zones blanches,

- La mise à disposition d'un catalogue de services public et d'une grille tarifaire adaptés aux besoins des opérateurs locaux et nationaux, garants de la pérennité de la dynamique initiée.

1) RAPPORT D'ACTIVITE ADMINISTRATIF & FINANCIER (DONNEES COMPTABLES) :

a) Organisation

i) *Description de la société de concessionnaire et de son actionariat*

CAPAIX CONNECTIC est une Société par Action Simplifiée au capital de 442.000 euros, dont le siège social se situe au Pôle d'Activités des Milles, 420 rue Georges Claude – Pôle d'Activités Les Milles – 13100 Aix en Provence. Elle a été immatriculée au registre du commerce des sociétés d'Aix le 15 novembre 2008.

CAPAIX CONNECTIC est une filiale du groupe EIFFAGE (81%) et de SFR Collectivités (19%).

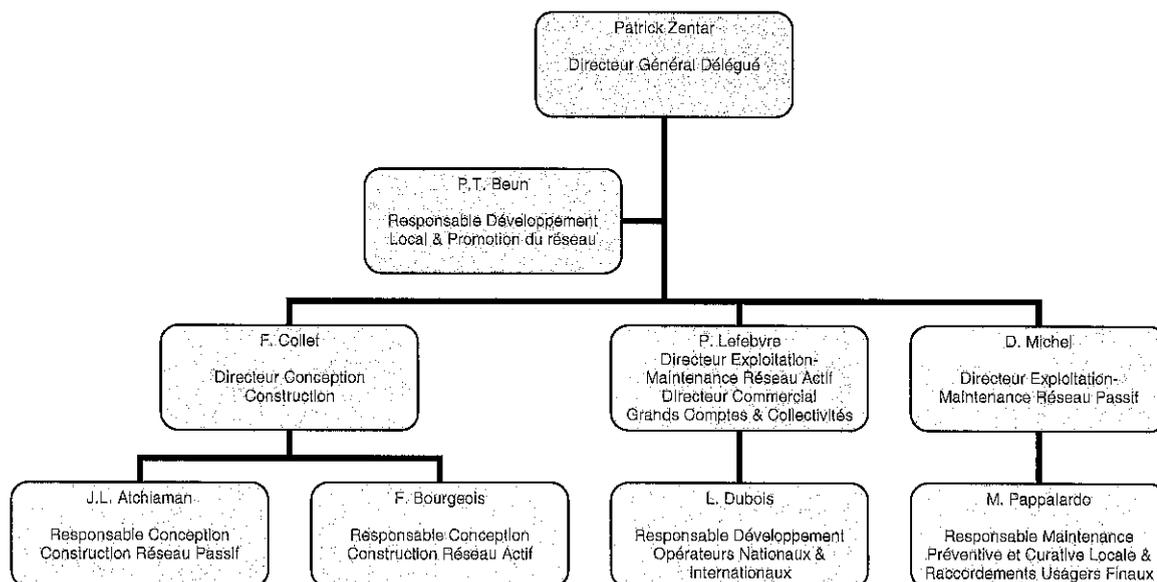
Le groupe EIFFAGE est un acteur majeur dans le domaine des Concessions et des Partenariat Public-Privé en France et en Europe. A ce titre, EIFFAGE déploie et gère des réseaux de haut et très haut débit dans huit DSP et un PPP pour le compte de collectivités locales réparties sur l'ensemble du territoire français. Ces DSP représentent 5000km de réseau et une concession de 800 000 prises FTTH pour un investissement global de 550 millions d'euros.

SFR Collectivités filiale de SFR (groupe Vivendi), est le leader français des concessions de réseaux de communications à très haut débit. Disposant à ce jour de 14 concessions en la matière sur l'ensemble du territoire français, représentant un total d'investissement sur les durées de concessions de plus de 500 millions d'euros. SFR Collectivités a déployé à ce jour 7 000 kilomètres de fibres optiques qui permettent la desserte de 3 200 communes, plus de 9 millions d'habitants au travers du dégroupage de plus de 900 répartiteurs (NRA) pour environ 2 millions de lignes atteintes.

Le mandat de Président de CAPAIX CONNECTIC est attribué à EIFFAGE, représenté par Monsieur Jean François ROVERATO. Le commissaire aux comptes titulaire est le cabinet PriceWaterhouseCoopers, 63 avenue de Villiers – 92208 NEUILLY SUR SEINE.

ii) *Organigramme de la société concessionnaire*

Depuis la création de CAPAIX CONNECTIC une équipe de 9 personnes a été constituée.



Cet effectif s'appuie sur les ressources propres des sociétés mères EIFFAGE et SFR Collectivités, à la fois dans le domaine de la construction, mais également dans le domaine de l'exploitation des réseaux et de leur commercialisation.

b) Finances

Préambule

Le présent rapport est la partie financière du rapport annuel dû par CAPAIX CONNECTIC au titre la convention de concession pour la création et l'exploitation d'une infrastructure à haut débit et très haut débit sur le territoire de la CPA.

i) *Compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation :*

(1) Produits d'Exploitation

Rubriques	2010	2009
Ventes de marchandises		
Production vendue de biens		
Production vendue de services	310 000 €	- €
Chiffres d'Affaires Nets	310 000 €	
Production stockée		
Production immobilisée	8 104 667 €	9 588 314 €
Subventions d'exploitation		
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges		
Autres produits		
Produits d'Exploitation	8 414 667 €	9 588 314 €

L'exercice 2010 a été consacré pour son essentiel à la finalisation de la construction du réseau de communications à haut et très haut débit du territoire de la CPA.

Le chiffre d'affaires d'exploitation est exclusivement lié au démarrage de l'activité DSL vers le grand public induite par la commercialisation de nos services suite au dégroupage des NRA. Cette commercialisation a démarré au mois d'août avec l'ouverture de nos services sur 6 NRA. A fin 2010, 13 des 18 NRA à dégroupier étaient en commercialisation.

La production immobilisée est comptabilisée au coût de production, majorée d'une quote-part de frais généraux y compris frais financiers. Plus en détails, celle-ci se compose de :

- 4,2 M€ liés à la conception construction du réseau passif,
- 0,6 M€ liés à la conception construction du réseau actif,
- 2,6 M€ liés à la récupération d'infrastructures tierces,
- 0,7 M€ liés à des investissements auprès de tiers nécessaires à l'établissement du réseau (commande de dégroupage des NRA auprès de France Télécom etc.)
- 0,3 M€ liés au quote-part de frais généraux et financiers.

La diminution faciale de 1,5 M€ de la production immobilisée est à lire à la lumière de l'actif du bilan qui indique pour sa part 7,3 M€ d'immobilisations corporelles et 8,1 M€ d'immobilisations en cours de production soit un total de 15,4 M€ d'actifs immobilisés contre 9,6 M€ à fin 2009.

Cet écart « facial » résulte de notre méthode de comptabilisation au démarrage de l'activité DSL.

(2) Charges d'Exploitation

Rubriques	2010	2009
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		
Variation de stock (marchandises)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)		
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)		
Autres achats & charges externes	8 711 852 €	9 587 834 €
Impôts, taxes et versements assimilés	500 €	480 €

Salaires & traitements		
Charges sociales		
<u>Dotations d'exploitation</u>		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	135 745 €	
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
Dotations aux provisions		
Autres charges		
Charges d'exploitation	8 848 097 €	9 588 314 €
Résultat d'exploitation	433 430 €	

Les charges d'exploitation correspondent principalement aux dépenses induites par l'exploitation des NRA :

- location des emplacements dédiés dans les NRA de France Télécom,
- charges variables par Abonnées dues à France Télécom au titre de l'accès à la boucle locale,
- charges variables dues à SFR Collectivités en matière d'exploitation des équipements actifs dans les NRA et des abonnés DSL.

Les autres achats & charges externes sont constituées dans leur ensemble des dépenses engagées par CAPAIX CONNECTIC pour la constitution du réseau. Ils se décomposent comme suit :

- 8,1 M€ liés à la production immobilisée (voir détail supra),
- 0,1 M€ liés au démarrage des contrats d'exploitations de maintenance-exploitation actif & passif,
- 0,3 M€ liés à des charges d'exploitation auprès de tiers nécessaires à l'exploitation du réseau (location des emplacements dédiés dans les NRA auprès de France Télécom, charges d'exploitations par usager DSL auprès de France Télécom, etc.)
- 0,1 M€ liés aux frais administratifs de la société.
- 0,1 M€ d'amortissements du réseau.

Le résultat d'exploitation est en perte de 433 K€. Les prévisions initiales (annexée à la Convention) prévoyaient une perte de 242 K€ pour l'exercice 2010. L'écart est essentiellement dû au fait que la prévision initiale prévoyait la commercialisation de la totalité des 18 NRA tout au long de l'exercice 2010, et dans les faits elle n'a démarré qu'en aout avec 6 NRA.

(3) Résultat Financier

Rubriques	2010	2009
<u>Opérations en commun</u>		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
<u>Produits financiers</u>		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		487 €
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	50 075 €	15 310 €
Différences positives de charge		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 359 €	5 242 €
Produits financiers	51 434 €	21 039 €
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	75 180 €	21 039 €
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Charges financières	75 180 €	21 039 €

Résultat financier	229 746 €	- €
Résultat courant avant impôts	457 176 €	- €

Le résultat financier sur la période fait état d'une perte de 24 K€.

La règle adoptée prévoit que le coût de financement des investissements engagés par CAPAIX CONNECTIC pour la réalisation du réseau est immobilisé dans l'attente de l'activation des amortissements du réseau.

Le total des charges financières représente sur l'exercice 2010 75,2 K€ (Intérêts et charges assimilées). La commercialisation des services DSL ayant démarré à partir d'août 2010, la quote-part sur l'année d'immobilisation du coût de financement représente 50 K€ (Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges).

Les 1,4 K€ restant sont la rémunération du solde positif des comptes de CAPAIX CONNECTIC sur la période 2010 (Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement).

L'addition du résultat d'exploitation et du résultat financier fait apparaître une perte du résultat courant avant impôts de 457 K€.

(4) Résultat exceptionnel

Rubriques	2010	2009
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	61 209 €	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
Produits exceptionnels	61 209 €	- €
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
Charges exceptionnelles	- €	- €
Résultat exceptionnel	61 209 €	- €
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
Total des produits	8 577 310 €	9 609 353 €
Total des charges	8 923 277 €	9 609 353 €
Bénéfice ou Perte	395 967 €	- €

Dans le même esprit qui guide la règle d'immobilisation adoptée, la subvention perçue par CAPAIX CONNECTIC au titre de la construction du réseau fait l'objet d'une reprise correspondant à un montant égal à la dotation aux amortissements affectés du rapport : Subventions/Immobilisations afin de tenir compte du caractère partiel de la subvention.

Comme indiqué supra dans le présent rapport, la commercialisation des services ADSL ayant démarré en août 2010, la quote-part de cette reprise sur l'exercice 2010 par rapport à la quote-part d'immobilisation représente 61 K€.

L'addition de ce résultat exceptionnel au résultat courant avant impôts fait état d'une perte de 396 K€.

Les prévisions initiales (annexée à la Convention) prévoyaient une perte de 813 K€ pour l'exercice 2010. L'écart est essentiellement dû à une prise en compte de moins d'immobilisation (décalage de la commercialisation) et donc une amélioration (relative) du résultat net par rapport au prévisionnel.

Dans les faits, les immobilisations du réseau démarrent un peu plus tardivement, ce qui implique un amortissement du réseau sur une période légèrement plus courte qu'initialement prévue.

Vous trouverez dans le rapport des Commissaires aux Comptes en Annexe 1 du présent rapport le compte de résultat de la délégation.

ii) Bilan de la délégation

(1) Actif

ACTIF	Montants Bruts	Amortissements narrés	2010	2009
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets & droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	7 330 222 €	135 745 €	7 194 477 €	
Immobilisations en cours	8 078 059 €		8 078 059 €	9 603 624 €
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Actif immobilisé	15 408 281 €	135 745 €	15 272 536 €	9 603 624 €
Stocks & en-cours				
Matières premières, approvisionnements,				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Créances				
Créances clients & comptes rattachés	370 760 €		370 760 €	
Autres Créances	672 969 €		672 969 €	656 516 €
Capital souscrit & appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres)	2 562 176 €		2 562 176 €	2 408 391 €
Disponibilités	26 173 €		26 173 €	4 504 €
Comptes de Régularisation				
Charges constatées d'avances	1 140 657 €		1 140 657 €	8 792 €
Actif Circulant	4 772 735 €	0 €	4 772 735 €	3 078 203 €
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF	20 181 016 €	135 745 €	20 045 271 €	12 681 827 €

(a) Actif immobilisé

Le montant de l'actif immobilisé brut atteint 15,4 M€ en augmentation de 5,8 M€ par rapport à 2009. Les investissements réalisés en 2010 correspondent à la poursuite des investissements de premier établissement du réseau haut débit. Le détail de ce montant est conforme à celui de la production immobilisée.

(b) Actif circulant

Le montant de l'actif net circulant s'élève à 4,8 M€.

Les principales composantes sont :

- Les créances clients (370 K€) correspondent à la commercialisation de nos services DSL à destination du grand public.
- Les autres créances (672 K€) correspondant à des créances de T.V.A.
- Les disponibilités et valeurs mobilières de placement sont à 2,6 M€ compte tenu de négociation avec le groupement concepteur-constructeur qui ont trouvé leur terme durant le premier semestre 2011.

(2) Passif

Passif	2010	2009
Capital social ou individuel (dont versé : 442.000 €)	442 000 €	442 000 €
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluctuation cours)		
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	- 395 968 €	
Subventions d'investissement	7 788 291 €	3 406 697 €
Provision réglementées		
Capitaux propres	7 834 323 €	3 848 697 €
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Provisions		
Dette financière		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. Participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 038 967 €	3 712 091 €

Dettes fiscales et sociales	60 760 €	
<u>Dettes diverses</u>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 111 219 €	5 121 039 €
Autres dettes		
<u>Compte de régularisation</u>		
Produits constatés d'avance		
Dettes	12 210 946 €	8 833 130 €
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL PASSIF	20 045 249 €	12 681 837 €

(a) Capitaux propres

Au 31 décembre 2010, les capitaux propres de la société s'élèvent à 7,8 M€, ils augmentent de 4 M€.

Les principales composantes à date sont :

- Le Capital Social pour 442 K€, inchangé par rapport à l'exercice précédent,
- Le Résultat Net qui ressort en perte de 396 K€,
- Le montant des subventions d'équipement de 7,8 M€, en augmentation de 4,4 M€ sur l'exercice 2010. Le montant de la subvention d'équipement correspond à la subvention perçue à fin 2010, diminuée de la partie amortissable en 2010.

(b) Provisions

Aucune provision pour risques et charges n'a été comptabilisée dans les livres de CAPAIX CONNECTIC qui n'a pas identifié de risque particulier dans le cadre de son activité.

(c) Dettes

Les dettes d'exploitation s'établissent à 4,0 M€ en augmentation de 0,3 M€ par rapport à 2009. Elles correspondent principalement à des dettes fournisseurs.

La ventilation des 4,0 M€ est la suivante :

- 3,1 M€ de dettes fournisseur Forclum
- 0,2 M€ de dettes fournisseur SFR Collectivités
- 0,2 M€ de dettes fournisseur Escota (location d'infrastructures tierces en IRU)
- 0,1 M€ de dettes fournisseur France Télécom (location d'emplacement dans les NRA)
- 0,1 M€ de dettes fournisseur SFR (location d'infrastructures tierces en IRU)
- 0,3 M€ de dettes fournisseur Eiffage (contrats de gestion 2009 et 2010).

Les dettes sur immobilisation augmentent significativement en 2010 (8,1 M€ pour 5,1 M€ à fin 2009) en cohérence avec l'augmentation significative des investissements entre 2009 et 2010.

La dette vis-à-vis d'EIFPAGE est à fin 2010 de 6,570 M€ et celle vis-à-vis de SFR Collectivités de 1,541 M€. Cette dette d'immobilisation intègre les intérêts capitalisés.

c) Présentation des méthodes et éléments de calcul économique annuel et pluriannuels retenus :

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

Les comptes annuels sont établis selon les principes et méthodes édictés par le plan comptable et dans le respect des grands principes suivants :

- Continuité de l'exploitation
- Indépendance des exercices
- Règles de prudence et permanence des méthodes

i) Méthode d'évaluation :

Les IMMOBILISATIONS sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de revient, hors taxes déductibles. Les frais accessoires non représentatifs d'une valeur vénale sont exclus et portés directement en charges d'exploitation de l'exercice.

Eléments constitutifs de l'infrastructure : Le mode d'amortissement utilisé pour l'ensemble des biens immobilisés est le mode linéaire.

Pour les équipements dits « passifs », la licence système d'information et les frais d'accès aux services, la durée d'amortissement retenue est la période allant de la date de mise en service jusqu'au terme de la concession.

Il en va de même pour les biens dits « actifs ». Par ailleurs, des provisions sont constituées tout au long de la durée d'exploitation pour leur renouvellement. .

- Eléments non constitutifs de l'infrastructure : Le mode d'amortissement pratiqué pour ces immobilisations est le mode linéaire de la date de mise en service jusqu'au terme de la concession.

Les AMORTISSEMENTS pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire exclusivement et en fonction des dispositions fiscales, et de leur durée de vie prévisionnelle.

Si la règle établie met en évidence une diminution durable de la valeur, une dépréciation est comptabilisée.

En ce qui concerne les IMMOBILISATIONS FINANCIERES, les titres de participations, et les autres titres immobilisés sont inscrits en comptabilité à leur coût d'acquisition; toutefois, les frais annexes non représentatifs d'une valeur vénale sont imputés directement en charges.

Lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition, une dépréciation des titres est constituée.

La valeur brute des STOCKS de marchandises et d'approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires, à l'exclusion de tous frais financiers.

Les CREANCES ont été valorisées à leur valeur nominale, une dépréciation étant pratiquée chaque fois que la valeur d'inventaire se trouve inférieure à la valeur comptable.

Les DEPRECIATIONS traduisent la constatation, en fin d'exercice, de la baisse de l'évaluation des éléments d'actifs par rapport à la valeur comptable nette (y compris les valeurs mobilières de placement).

Les PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES sont constatées dans le respect des principes énoncés par le CRCN° 2000-06 du 7/12/2006.

Les SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS font l'objet d'une reprise correspondant à un montant égal à la dotation aux amortissements affectés du rapport : Subventions/Immobilisations afin de tenir compte du caractère partiel de la subvention.

Vous trouverez dans le rapport des Commissaires aux Comptes en Annexe 1 du présent rapport la méthode de calcul retenue.

d) Etat des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat :

Vous trouverez l'explication des variations de patrimoine intervenue dans le cadre du contrat plus haut dans le présent rapport, ainsi que dans le rapport des Commissaires aux Comptes en annexe 1 du présent rapport.

e) Compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué :

Vous trouverez supra dans le présent rapport les explications relatives aux éléments comptables et financiers de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué. De même, ces éléments sont à nouveau détaillés dans le rapport des Commissaires Aux Comptes en Annexe 1 du rapport.

Par ailleurs, vous trouverez un état exhaustif de l'avancement des travaux dans la partie consacrée au rapport d'activité de la construction.

i) Présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation :

Vous trouverez plus haut dans le présent rapport les explications concernant cette méthode de calcul ainsi que dans le rapport des Commissaires aux Comptes (Annexe 1).

f) Etat des autres dépenses de renouvellement réalisées :

Le réseau ne dispose pas de la recette générale sans réserve majeure à fin 2010 et n'a pas fait l'objet de dépenses de renouvellement.

Pour information, les dépenses de renouvellement sont de deux sortes :

- Le renouvellement d'équipements actifs (ces derniers ayant atteint leur durée de vie limite ou devant être changés dans le cas de la maintenance curative),
- Le renouvellement de location d'infrastructures passives ou d'IRU d'infrastructures passives (fourreaux ou fibre).

g) Inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et bien de reprises du service délégué :

i) Inventaire des biens de retour :

100% du réseau en génie civil a été réalisé à fin 2010 : 135.810 ml qui se ventilent comme suit :

Tronçon	Génie civil construit en M.L.
Meyrargues - Lambesc	58 064
Lambesc - Ventabren	15 262
Ventabren - Plan de Campagne	2 208
Plan de Campagne - Vitrolles	19 727
Plan de Campagne - Gardanne	12 814
Bassin le Reator - Aix - Venelles	8 133
Aix - Meyreuil	4 053
Meyreuil - Trets	7 515
Peynier - Saint Paul les Durançe	2 411
Saint Paul les Durançe - Meyrargues	5 624
Total Projet	135 810

Cession du fourreau Neuf-Cegetel : 60.228 ml qui se ventilent comme suit :

Tronçon	Génie civil construit en M.L.
Lambesc - Plan de Campagne	48 328
Bassin le Reator - Z.A. Les Milles	11 900
Total Rachat d'infrastructures	60 228

Les équipements actifs installés au cours de l'exercice 2010 sont les suivants :

NRA	Nombre de lignes	Caractéristiques	Type de service	Configuration	Châssis	cartes ADSL	cartes DSLAM	Sauvegarde	autres
COUDOUX	1351	B1D1	EB	I1R	1	10	0	2	1
LA ROCHE	1889	B1D1	EB	I2R	1	14	2	2	1
LAMBERSAC	3992	B1D1	EB	I2R	2	15	2	2	1
LE PUY	2398	B1D1	EB	I2R	2	17	2	2	1
LE THOULORET	1583	B1D1	EB	I1R	1	8	0	2	1
MEYRARGUES	1532	B1D1	EB	I1R	1	9	0	2	1
MEYRIGNES	1928	B1D1	EB	I2R	1	9	1	2	1
PLAN DE CAMPAGNE	2135	B1D1	EB	I2R	2	15	1	2	1
PUYLOUBIER	773	B1D1	EB	I1R	1	6	0	2	1
ROGNES	2044	B1D1	EB	I2R	2	15	1	2	1
ROUSSET	2044	B1D2	EB	voir B1D1	2	15	2	2	1
SIT CANINAT	2593	B1D2	EB	voir B1D1	2	19	2	2	1
SIT PAULIEZ									
DURANCE	746	B1D1	EB	I1R	1	6	0	2	1
VENTABREN	2118	B1D1	EB	I1R	1	10	0	2	1
TRETS	4350	B1D1	EB	I1R	2	28	4	2	1
CARRIES	1958	B1D1	EB	I1R	1	9	1	2	1
SIMIANE	2573	B1D1	EB	I1R	2	19	2	2	1
LUYNES	2741	B1D1	EB	I1R	2	22	4	2	1
TOTAL	38748				27	246	24	36	18

(ii) Inventaire des biens de reprises :

Aucun bien de reprise à fin 2010.

h) Engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la délégation de service public et nécessaire à la continuité du service public :

Le réseau ne dispose pas de la recette générale sans réserve majeure à fin 2010 et n'a pas fait l'objet d'engagements à incidences financières.

i) Compte rendu financier :

i) Données économiques :

CAPAIX CONNECTIC a fait état des éventuels surcoûts que pouvaient générer la non mise à disposition des infrastructures par les collectivités et du fait du refus systématique de l'utilisation de la micro tranchée par le CG13. Il est convenu entre les parties de faire un avenant technique récapitulant l'ensemble des changements intervenus sur le périmètre initial dès la livraison du réseau.

(ii) Comptes de résultats prévisionnels :

Chiffre d'affaires	En K€	2011	OBSERVATIONS
	Activité DSL		1276
Activité LAN TO LAN		319	Correspond à 50 usagers cumulés à fin 2011 (objectif Lan to Lan : 450 clients à terme).
Activité Hertzienne (Wimax /		16	Correspond à 98 usagers à fin 2011.

	Wifimax)		
	Activité IRU	0	Pas d'IRU en perspective sur 2011
	Recettes Diverses	0	Pas d'Hébergement en perspective en 2011.
	Activité Sociale	1610	
Charges directes	Maintenance exploit passif (Fordlum)	-198	Conforme au BP initial
	Maintenance exploit actif (SFR Coll.)	-168	Conforme au BP initial
	Maintenance du SI (SFR)	-32	Conforme au BP initial
	Pop et énergies	-31	Conforme au BP initial
	Location Pylônes	-7	
	Location Réseaux + Infrastructures tierces + Droit de Passage	-81	En Augmentation par rapport au BP initial
	LOCATION LIEN FIBRE OPTIQUE - LFO France Telecom	0	
	Charges de dégroupage NRA France Telecom	-160	En Augmentation par rapport au BP initial
	Location Boucle Locale Culvre France Telecom (DSL)	-822	En Augmentation par rapport au BP initial
	Charges Variables DSL (SFR Coll.)	-74	Charge variable en proportion avec le trafic DSL
	Charges Variables LAN TO LAN (SFR Coll.)	-32	Charge variable en proportion avec le trafic LAN TO LAN
	Charges Variables Hertzien (SFR Coll.)	-4	Charge variable en proportion avec le trafic WIFIMAX
	Total Charges directes	-1607	
Charges indirectes	Contrat Laborde	-139	Conforme au BP initial
	Contrat SFR Coll.	-100	Conforme au BP initial
	Impôts	-55	
	Frais Administratifs de la SPV	-211	Conforme au BP initial
	Total Charges Indirectes	-504	
EBITDA	EBITDA	-501	
	Amortissements	-954	
	Q/P Subv. affectée au résultat	164	
	Dotations aux provisions	-73	
REX	Résultat d'exploitation	-1363	CAPEX Expl FNUM : 63 K€ SFR Coll. : 3 K€
	Ecart finance	-173	
	Autres écarts	1	
RC	Résultat courant	-1536	
	Impôt sur les sociétés	0	
RN	Résultat net	-1536	

iii) Commentaires :

Le compte de résultats prévisionnels pour l'exercice 2011 est conservateur.

(1) Activités DSL

En effet si le chiffre d'affaires tient compte d'un nombre d'abonnés DSL réaliste (un peu plus de 6.500 abonnés) il ne tient compte que des seuls clients DSL Grand Public et pas des clients « Pro », ce qui dans une certaine mesure devrait bonifier cette ligne, mais également, les lignes de charges variables liées à cette activité.

(2) Activités LAN TO LAN

Cette activité doit arriver à une cinquantaine de clients à la fin de l'exercice, mais cela présuppose la mise en œuvre en 2011 d'un plan d'actions, notamment au niveau de la gestion des raccordements des usagers finaux et de la prise en compte par CAPAIX CONNECTIC de l'implantation d'un nouveau Pop à Netcenter à Marseille.

(3) Activités Wifimax

Le démarrage de cette activité au travers de l'implantation de 4 antennes sur le territoire de la CPA doit permettre à CAPAIX CONNECTIC de disposer à terme d'une centaine d'utilisateurs abonnés auprès du FAI Ozone. Cette activité ne peut s'autofinancer si l'on considère les investissements développés au regard du nombre d'utilisateurs intéressés.

(4) Charges d'Exploitation

Les charges d'exploitation sont présentées en deux catégories : les charges directes et les charges indirectes.

(a) Les charges directes

Concernant les charges directes, il convient de considérer deux catégories :

- Les charges variables : elles concernent les charges liées au chiffre d'affaires généré par chacun des services proposés par CAPAIX CONNECTIC et de ce fait sont en ligne avec nos prévisions de chiffre d'affaires.
- Les charges fixes : elles concernent plus particulièrement la gestion et la vie du réseau (contrat d'exploitation et de maintenance des infrastructures, location des NRA à France Télécom, redevance de droit d'occupation aux collectivités etc.)

Le cas de location des NRA pour plus de 0,8 M€ par an est une donnée qui n'avait pas été initialement anticipée. Cette nouvelle charge est liée au choix de CAPAIX CONNECTIC de dégrouper en « indoor » les NRA plus tôt que de construire des emplacements en dehors des armoires de France Télécom. CAPAIX CONNECTIC a été amené à opérer ce choix, car il s'agit de conditions sinequanone afin de recueillir le trafic d'opérateurs nationaux (SFR, Bouygtel, Free notamment) depuis peu.

(b) Les charges indirectes

Les charges indirectes correspondent aux contrats de gestion que CAPAIX CONNECTIC a signé avec ses actionnaires pour la mise à disposition des compétences, moyens techniques et humains nécessaires à sa bonne gestion et son développement.

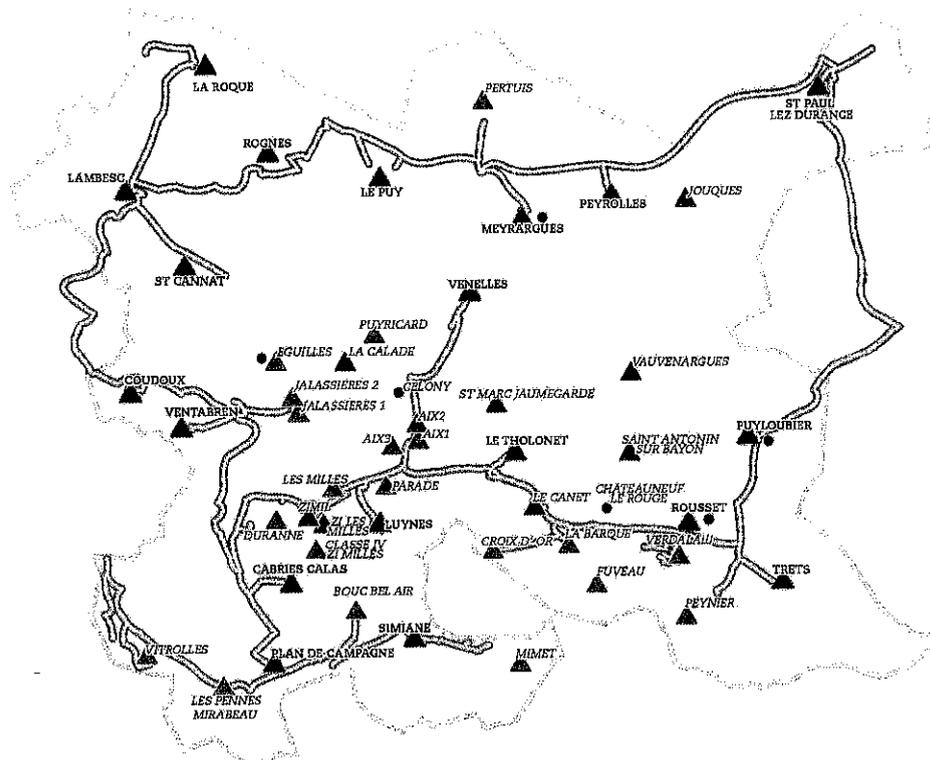
Ces contrats sont en diminution significative par rapport au Business Plan initial, notamment du fait de l'intégration des charges de la société EZYLA (P.T. Beun) qui assiste CAPAIX CONNECTIC dans la commercialisation des services auprès des PME du territoire du Pays d'Aix.

Les frais administratifs de la société sont en hausse pour la même raison (intégration des charges liées à EZYLA).

Le mécanisme de détermination des charges d'immobilisation, de reprises de subvention, de charges et produits financiers, étant défini de la même manière qu'indiqué supra dans le rapport d'activité financier, il en résulte les informations indiquées plus haut dans le compte de résultats prévisionnels.

Rapport d'activité de la construction du réseau

j) Cartographie du réseau



Cette carte correspond au réseau tel que constitué à fin 2010.

k) Rappel du projet

Le réseau backbone et de collecte de communications à très haut débit de la CPA est un réseau de plus de 307 km.

Ce réseau permet de raccorder 75 Z.A. réparties sur l'ensemble du territoire de la CPA dans le but d'améliorer l'attractivité du territoire et favoriser le développement des entreprises déjà implantées.

Autre objectif du réseau : la desserte à terme de 20 NRA dans le but de réaliser des opérations de dégroupage (18 lors du premier établissement du réseau et 2 autres au cours de l'année 2011).

Les 18 NRA dégroupés dans le cadre du 1^{er} établissement sont les suivants :

Cabriès	Coudoux	La Roque d'Anthéron
Lambesc	Le Puy Ste Réparate	Le Tholonet
Luynes	Meyrargues	Peyrolles
Plan de Campagne	Puylobier	Rognes
Rousset	Simiane	St Cannat
Saint Paul lez Durance	Trets	Ventabren

Pour des raisons externes à la CPA et à CAPAIX CONNECTIC, le NRA de l'Arbois a été retiré des NRA du 1^{er} établissement au profit du NRA de Trets.

Courant 2011, le NRA de l'Arbois et celui de Venelles devraient à leur tour être dégroupés par CAPAIX CONNECTIC. La raison de leur non dégroupage à ce jour est entièrement liée à des problématiques techniques et administratives propres à France Télécom.

Sur les quelques 110.000 lignes que compte le territoire de la CPA, le dégroupage des NRA permet à près de 40.000 lignes d'accéder à des offres en dégroupage total et de ce fait les usagers finaux ne sont plus tenus de disposer d'un abonnement France Télécom (économie d'environ 190 € T.T.C. par an pour les usagers qui résilient leur abonnement).

Conscient que le seul dégroupage des NRA ne permettrait pas de proposer 2 Mbps à tout usager implanté sur le territoire de la CPA, la convention de D.S.P. liant CAPAIX CONNECTIC et la CPA prévoit l'implantation d'antennes hertziennes pour les principales zones blanches et des solutions satellitaires pour les derniers cas.

l) Avancement des études et des travaux de la partie passive :

Au 31 décembre 2010, les études et la totalité des travaux du réseau passif ont été réalisés et validés par la CPA sur la totalité du génie civil à construire et des infrastructures à récupérer, soit un réseau total de 307 575 ml dont 135.810 ml de génie civil réalisé.

i) Avancement des études et des travaux de la partie active :

L'architecture du réseau actif a été finalisée en décembre 2009, permettant la commande des équipements du Réseau.

Concernant le Wimax, CAPAIX CONNECTIC a informé la CPA par courrier des difficultés rencontrées concernant le déploiement de cette technologie (problématique de commercialisation).

La CPA a donné son accord de principe sur la substitution de cette technologie par une technologie hertzienne alternative. CAPAIX CONNECTIC a pris contact avec des prestataires de technologies Wifimax et la CPA lui a fait part de son accord lors du comité de Pilotage qui s'est tenu le 16 février 2010.

Les études menées par NOMOTECH (filiale de SFR – groupe Vivendi) ont mené la CPA et CAPAIX CONNECTIC à valider les implantations d'antennes Wifimax sur les communes de :

- Puylobier
- Chateauneuf le Rouge
- Rousset
- Meyrargues

Les études ont été finalisées au cours du 2nd trimestre de l'année 2010 et consécutivement à des réunions publiques, les antennes de Puylobier, Chateauneuf le Rouge et Rousset ont été implantées sur des sites existants.

Concernant l'antenne de Meyrargues, les études menées ont conclu à une implantation sur un site existant appartenant à TDF. A fin 2010, cette antenne restait à installer.

m) Etat du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement :

i) Etat du suivi du programme :

(1) Réseau Passif

Concernant les travaux, la totalité des travaux de génie civil ont été réalisés à fin 2010. Pour autant, le programme initial des travaux a changé de façon significative par rapport à celui prévu initialement à la Convention.

Le programme prévisionnel de la Convention prévoyait :

- 126,2 km de travaux de génie civil à construire
- 91,8 km de cession de fourreaux Neuf Cegetel (*Axe Lambesc – Les Pennes Mirabeau & Axe Saint Paul Lez Durance – Peynier*)

- 13,9 km de mise à disposition de fourreaux de la ville d'Aix (Axe Beauvalle – Aix les Platannes – Aix Pont de l'Arc),
- 10,2 km de mise à disposition de fourreaux du CG13 (Axe Plan de Camapgne – Simiane Collongue),
- 26,3 km de location de fibres en IRU auprès de Neuf Cegetel (Axe Bassin le Realtor – Aix les Milles – Aix Beauvalle)
- 21,7 km de location de fibres en IRU auprès d'Escota (Axe Meyrargues – Saint Paul Lez Durance).

Soit un total prévisionnel de 290 km de réseau

A fin décembre 2010, ce programme est le suivant :

- 135,5 km de travaux de génie civil à construire
Nous avons été amené à construire plus de génie civil qu'initialement car nous avons raccordé 75 Z.A. en lieu et place de 51 initialement prévues et nous n'avons pas pu disposer de certains tronçons qui devaient nous être mis à disposition par les collectivités (Ville d'Aix et CG13 notamment).
 - 60,2 km de cession de fourreaux Neuf Cegetel (Axe Lambesc – Les Pennes Mirabeau & Axe Bassin le Realtor – Aix les Milles)
 - 39,8 km de location de fourreaux en IRU auprès de Global Crossing (Axe Saint Paul Lez Durance – Peynier)
 - 19,9 km de location de fourreaux en IRU auprès d'Escota (Axe Aix Pont de l'Arc – Trets)
 - 33,0 km de location de fibres en IRU auprès d'Escota (Axe Aix Beauvalle – Venelles & Axe Meyrargues – Saint Paul Lez Durance)
 - 7,0 km de location de fibres en IRU auprès de Neuf Cegetel (Z.A. les Milles)
 - 7,5 km de location de fibres en IRU auprès de Completel (Axe Aix les Milles – Aix Beauvalle)
 - 4,6 km de mise à disposition de fourreaux du CG13. (Axe Plan de Campagne – Simiane)

Soit un total actualisé de 308 km de réseau.

La raison essentielle du changement du programme prévisionnel réside dans les reprises d'infrastructures de la ville d'Aix et du CG13 initialement prévues.

Il s'est avéré que les infrastructures de la ville d'Aix étaient impropres à la constitution de l'ossature du réseau car discontinues, destinées à d'autres usages initialement que des réseaux de communications à très haut débit (éclairage public, réseau de pilotage de la signalisation routière etc.) et nécessitaient, de plus, des travaux de réfection.

Le cumul de ces deux points étant incompatibles avec les délais de construction prévus à la Convention, il a été convenu entre CAPAIX CONNECTIC et la CPA d'opter pour une autre alternative : contracter des IRU avec la société ESCOTA en lieu et place des infrastructures de la ville d'Aix notamment.

Pour information, les IRU sont une forme de location d'infrastructures sur une période longue (15 à 20 ans) et leur paiement s'effectue en une seule fois ; contrairement à la location où le règlement s'effectue de façon annuelle ou mensuelle et de ce fait est soumis à une réactualisation (inflation, indice du cout de la construction etc.).

En ce sens les IRU (tout comme les locations) constituent un bien de reprise et non pas un bien de retour (ce qui est le cas pour la construction de génie civil et les rachats d'infrastructures) pour la CPA.

Ce changement représente plus de 8% du linéaire global du projet et impacte l'économie générale de CAPAIX CONNECTIC ce qui explique notamment une partie de l'augmentation des investissements de 1^{er} établissement du délégataire et une partie du retard dans le lancement de la commercialisation de nos services en fibre optique à destination des entreprises.

A l'exception du renforcement du réseau en contrat de location de fibre sur l'axe Meyrargues – Saint Paul Lez Durance, l'ensemble des contrats ont été signés avec les différentes parties.

Désignation	Linéaire ou Unité	CAPAIX CONNECTIC
IRU 15 ans 4PFON ESCOTA Aix-Venelles	11 554	291 468 €
Cession de Fourreaux SFR Lambesc - Les Pennes Mirabeau + Saint Paul Lez Durance - Peynier.	48 328	1 078 617 €
IRU 20 ans Fourreau Global Crossing Saint Paul Lez Durance - Peynier.	39 774	676 312 €

Cession Fourreau SFR Bassin le Réaltor - Les Milles	11 900	357 000 €
IRU 20 ans 4 PFON SFR Boucle ZAC Les Milles	6 900	129 000 €
IRU 20 ans 8 PFON Completel Les Milles - Aix Escota	7 500	285 000 €
IRU 15 ans Fourreau Escota Aix – Trets	19 876	747 289 €
IRU 15 ans 4 PFON Escota Meyrargues - Saint Paul Lez Durance	21 700	342 370 €

(2) Réseau Actif

A la fin de l'exercice 2010, 13 NRA sur 18 sont ouverts à la commercialisation. Vous trouverez supra dans la partie consacrée aux biens de retour (1-g-2) le détail des équipements actifs implantés de façon à pouvoir commercialiser les services sur les NRA.

Les NRA ouverts à la commercialisation sont les suivants :

Coudoux	La Roque d'Anthéron	Lambesc
Le Puy Ste Réparate	Le Tholonet	Meyrargues
Peyrolles	Puylobier	Rognes
Rousset	St Cannat	St Paul lez Durance
Trets		

n) Analyse de la qualité du service rendu et les mesures proposées par le Délégué pour une meilleure satisfaction des usagers

Le Délégué a rencontré des difficultés dans la mise en place du service public au cours de l'exercice 2010 qui ont eu pour conséquence de ralentir les travaux de génie civil.

Les principaux facteurs générateurs de retard identifiés par le Délégué sont les suivants :

- L'absence de mise à disposition des infrastructures des collectivités telles qu'initialement prévues. Le fait que le Délégué n'ait pas bénéficié des dites infrastructures, a entravé la stratégie de déploiement des moyens techniques et humains qui nécessite une continuité sur de grande distance. La conséquence pour le délégué a été de se voir contraint de réaliser des travaux sur des courtes distances, espacées, ce qui rend d'une part impossible l'emploi de moyens mécanisés et d'autre part nécessite plus de ressources productives et de maîtrises du fait de la multiplicité des petits chantiers. Par ailleurs cela a nécessité le déploiement de nouvelles ressources en conception afin de définir les alternatives techniquement et financièrement viables pour la Concession. De fait, le temps nécessaire à la recherche, la négociation avec les parties et l'Autorité Déléguée et enfin à la contractualisation de ces alternatives, ne permettait pas d'avancer les travaux de constitution du réseau tel qu'initialement prévu.
- Le refus quasi systématique du CG13 d'accepter l'utilisation de la technique du micro-tranchage tel qu'initialement prévue dans notre stratégie de construction. Par courrier daté du 7 janvier 2010 et référencé PZ/vg/10-002, nous faisons part de cet Etat au Directeur Général Adjoint en charge du Développement Economique, de L'Innovation et de la Cohésion Sociale de la CPA.

2) RAPPORT D'ACTIVITE DE L'EXPLOITATION DU RESEAU

a) Présentation générale :

L'exploitation du réseau concerne l'ensemble des activités nécessaires à la livraison des services, la gestion de leur qualité et de leurs évolutions et les interventions de maintenance préventive et curative.

Le premier établissement du réseau s'échelonnant entre septembre 2008 et Juin 2011, les premières activations du réseau avec prise en exploitation ont eu lieu en aout 2010.

i) Un centre d'exploitation 24/24 7/7

Afin de garantir la bonne exploitation du réseau, CAPAIX CONNECTIC s'appuie sur les centres d'exploitation de Forclum Numérique et SFR Collectivités qui lui apporte des ressources techniques et humaines nécessaires à sa mission de service public : experts réseau, ingénieurs et techniciens, plateformes et outils de supervision...

Le centre d'exploitation (ou NOC) assure les opérations suivantes qui restent néanmoins placées sous la responsabilité et le contrôle de CAPAIX CONNECTIC :

Un service dit « Service Technique Client » est à disposition des Opérateurs pour la notification des incidents. Ce service est accessible 24h/24 et 7j/7. Chaque notification fait l'objet d'un Ticket d'Incident. Ce Ticket d'Incident est géré par le NOC qui, après identification du problème, décide de la procédure à appliquer : reconfiguration du Réseau, appel du mainteneur pour intervention sur site.

Le NOC exploite et supervise en temps réel les équipements du réseau. La plate forme de supervision surveille le bon fonctionnement des équipements techniques et le respect de la qualité du service demandé. Les équipements sont interrogés fréquemment (notion de polling) pour vérifier leur état et remontent des alertes en cas d'incidents (traps ou syslog) au système de supervision.

La supervision du Réseau est effective 24h/24, 365 jours par an sur l'ensemble des systèmes actifs installés. Elle concerne les activités suivantes :

- Surveillance en temps réel des systèmes (Equipements de communications électroniques et produits d'environnements associés),
- Pré-diagnostic des incidents intervenus sur les équipements actifs,
- Résolution des incidents et rétablissement du fonctionnement du Réseau via une intervention locale sous la responsabilité et le contrôle de CAPAIX CONNECTIC
- Gestion du contrôle d'accès aux sites,
- Organisation des opérations de maintenance curative des équipements actifs et des infrastructures passives sous la responsabilité et le contrôle de CAPAIX CONNECTIC,
- Organisation des opérations de maintenance des équipements actifs, des infrastructures passives, des boucles locales et liaisons dégroupées sous la responsabilité et le contrôle de CAPAIX CONNECTIC.

ii) Les principales fonctions d'exploitation

- Recette des liaisons et prise en charge des infrastructures,
- Mise en exploitation des équipements,
- Raccordements (gestion et suivi des délais),
- Assurance de la disponibilité des services,
- Gestion des documentations et des supports pour maintenance des réseaux,
- Suivi des contrats de maintenance et des équipements de remplacement,
- Gestion de l'intégrité des réseaux.

b) Compte rendu technique :

i) **Tableau de bord de disponibilité du réseau actif :**

Les indicateurs donnés ci-dessous, correspondent au taux de disponibilité constaté sur le réseau actif pendant l'année 2010. Ce taux de disponibilité se mesure par service réseau, en prenant en compte les services qui se sont ouverts progressivement au cours de l'année 2010

Cœur de Réseau

Taux de disponibilité  100 %

Nra

Taux de disponibilité  100 %

ii) **Evolution générale de l'état des matériels et équipements exploités :**

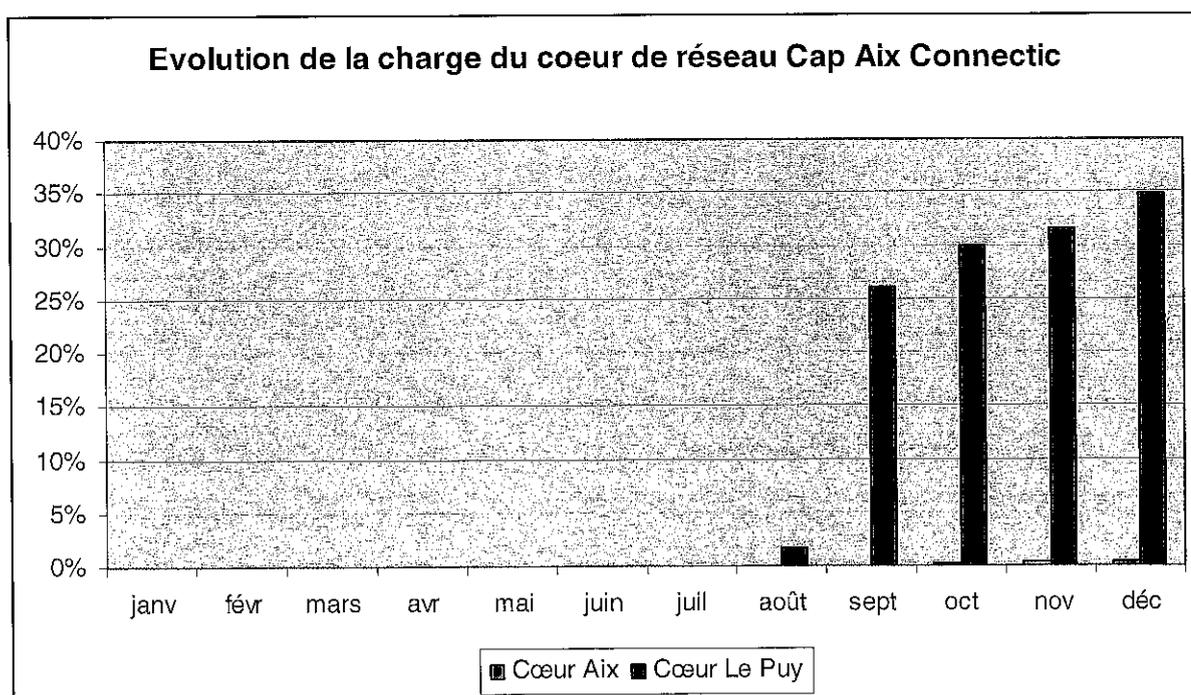
Les équipements installés sont neufs.

iii) **Evolution de l'activité :**

(1) **Cœur de réseau actif**

Le diagramme ci-dessous rend compte de la charge de trafic sur l'ensemble du cœur de réseau CAPAIX CONNECTIC. La lecture de ce diagramme permet de conclure que le taux de charge du cœur de réseau est maîtrisé. Par ailleurs, on peut constater que l'ouverture des services s'étant d'abord réalisée à partir du POP le Puy, cela explique le très faible taux de charge sur le POP d'Aix.

Cette différence devrait être totalement absorbée en 2011 et avoir des partages de charge identiques sur les deux POP.



(2) NRA

Le diagramme suivant indique le taux de charge moyen sur l'ensemble des boucles de DSLAM.

Une boucle DSLAM consiste dans le regroupement sur une paire de fibre optique du trafic (les connexions des usagers finaux) de plusieurs NRA. L'organisation d'une boucle consiste à « chaîner » une série de NRA entre 2 POPs.

Ces boucles permettent ainsi une meilleure optimisation des capacités optiques du réseau ainsi qu'une surveillance plus aisée.

Le réseau construit par CAPAIX CONNECTIC dispose à ce jour de 4 boucles DSLAM :

La boucle n°1 concerne les NRA de :

Venelles – Luynes - Ventabren – Saint Cannat

La boucle n°2 concerne les NRA de :

Europole de l'Arbois – Coudoux – Rognes – La Roque d'Anthéron – Le Puy Sainte Réparate.

La boucle n°3 concerne les NRA de :

Le Tholonet – Rousset – Trets – Puylobier – Saint Paul Lez Durance – Peyrolles – Meyrargues.

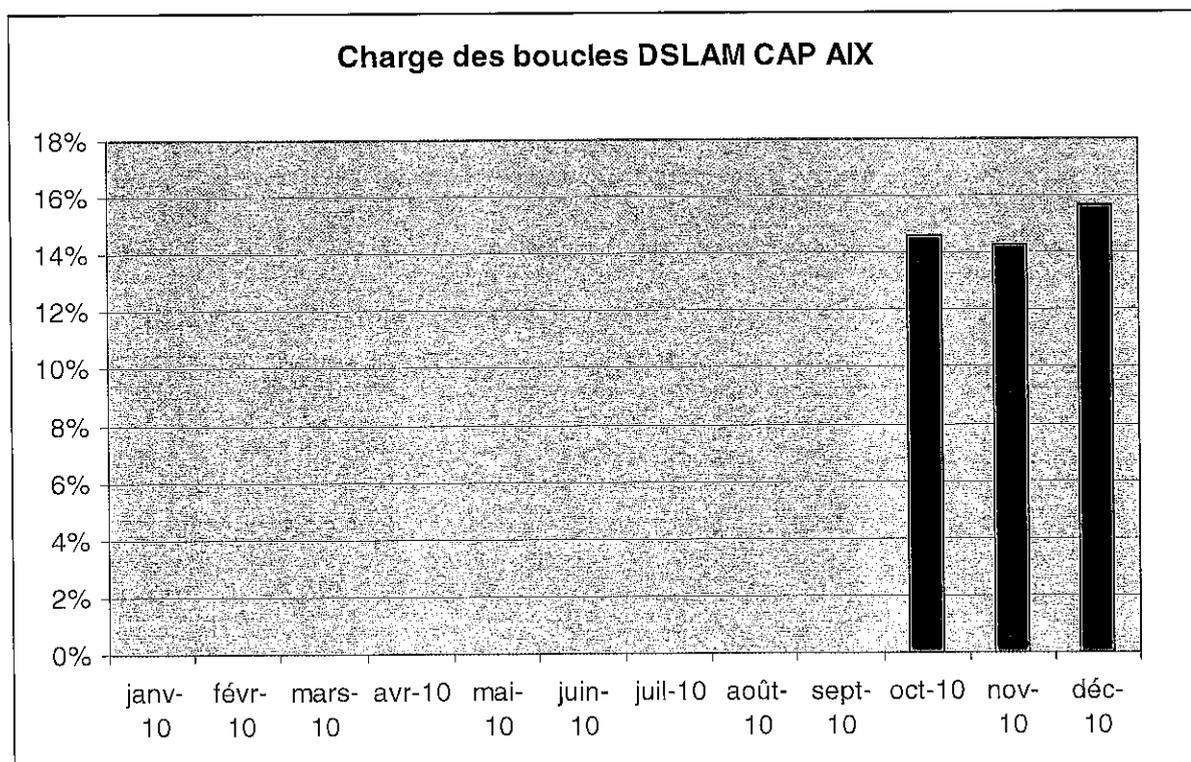
La boucle n°4 concerne les NRA de :

Plan de Campagne – Simiane – Cabries – Lambesc.

Du fait de l'ouverture tardive (fin décembre 2010) du NRA de Plan de Campagne, nous ne disposons pas à fin 2010 de statistique pour cette dernière boucle DSLAM.

(a) Histogramme du taux de charge de l'ensemble des boucles NRA

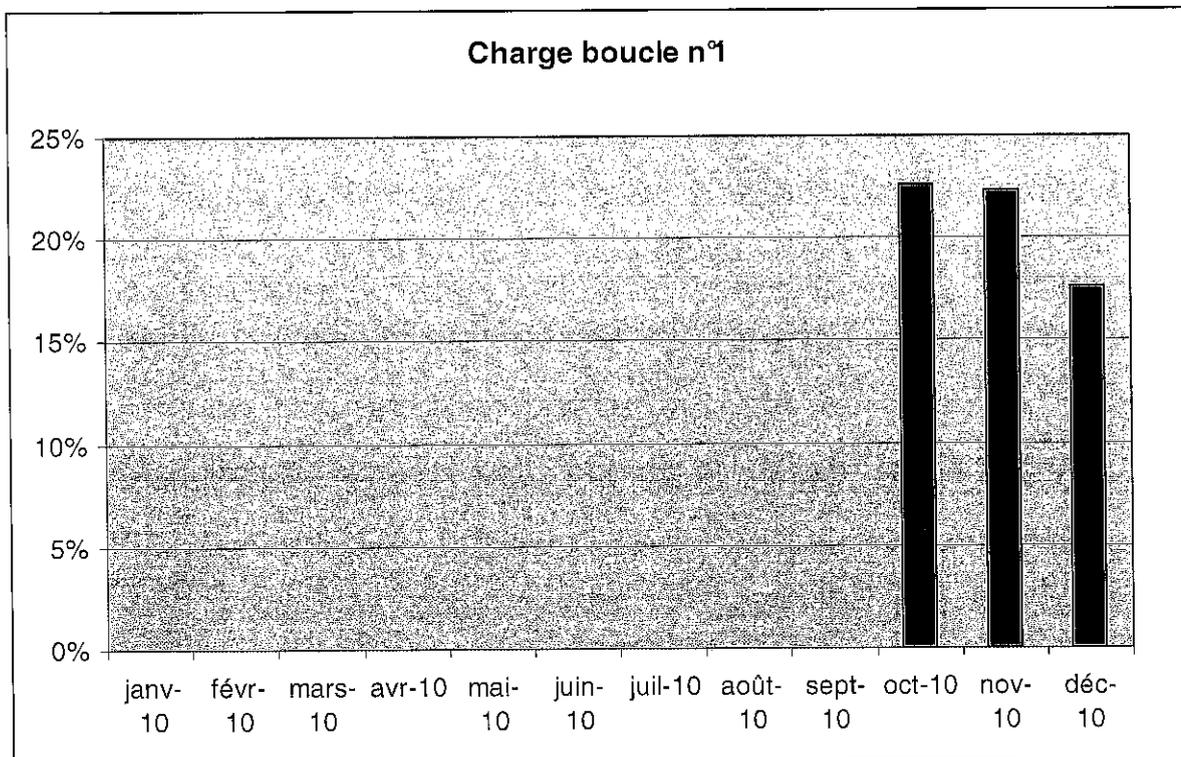
Vous trouverez ci-dessous les histogrammes permettant de lire le taux de charge de chacune de ces boucles NRA.



Le taux de charge est maîtrisé avec un taux toujours inférieurs à 16 %.

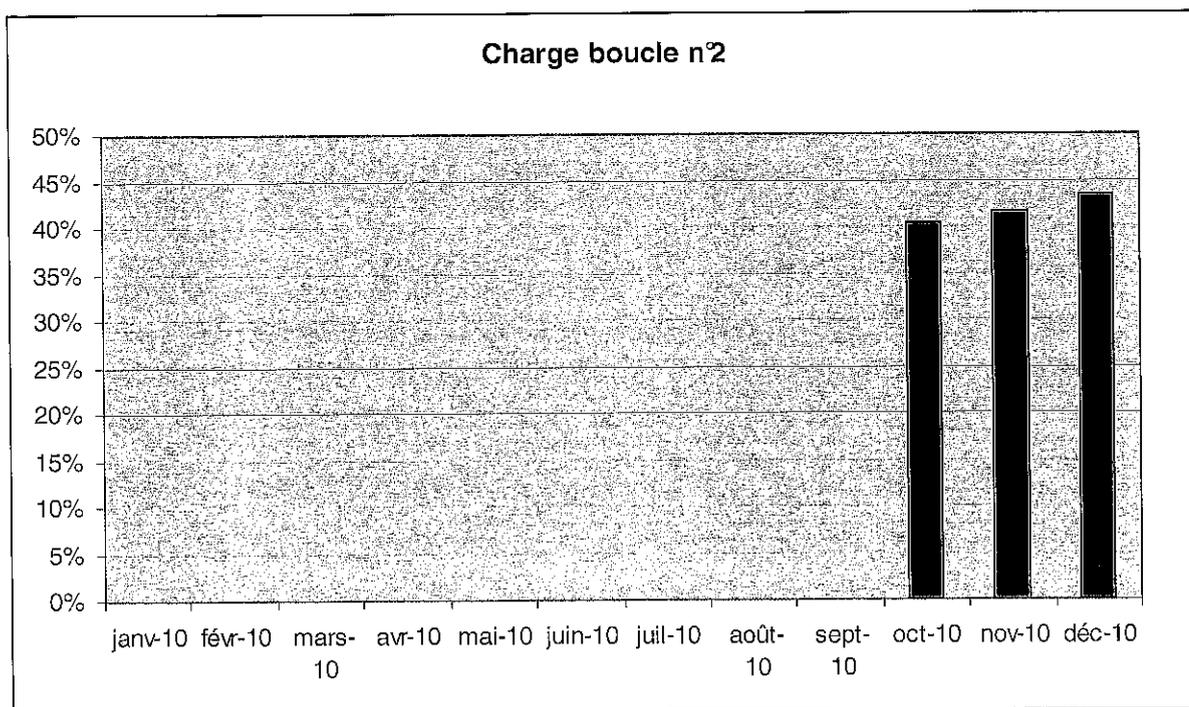
(b) Histogramme du taux de charge de la boucle DSLAM n°1 :

Le taux de charge pour cette boucle DSLAM (Venelles – Luynes - Ventabren – Saint Cannat) est maîtrisé.



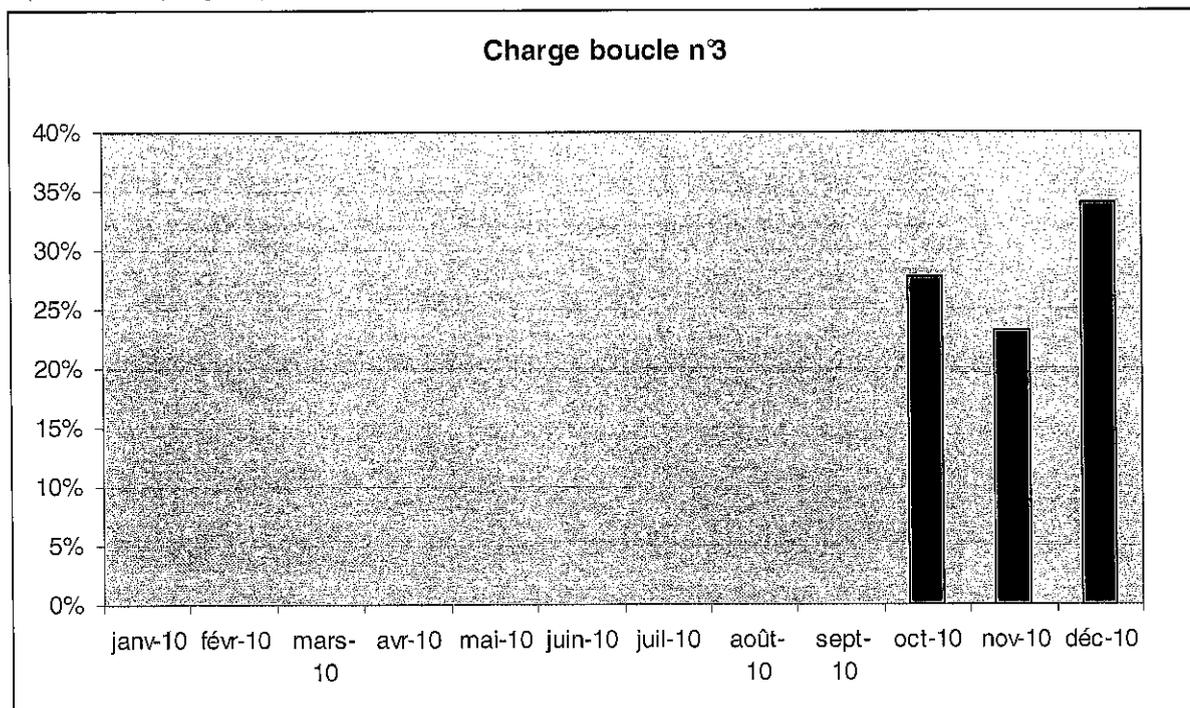
(c) Histogramme du taux de charge de la boucle DSLAM n°2 :

Le taux de charge pour cette boucle DSLAM (Europole de l'Arbois – Coudoux – Rognes – La Roque d'Anthéron – Le Puy Sainte Réparate) est maîtrisé.



(d) Histogramme du taux de charge de la boucle DSLAM n°3 :

Le taux de charge pour cette boucle DSLAM (Le Tholonet – Rousset – Trets – Puyloubier – Saint Paul Lez Durance – Peyrolles – Meyrargues.) est maîtrisé.



iv) Modification technique éventuelle de l'organisation des Services :

Aucune modification technique venant impactée l'organisation des services n'est intervenue en 2010.

v) Travaux d'entretien et de renouvellement :

Les équipements déployés sont neufs, l'ensemble des équipements font l'objet d'un contrôle visuel au titre de la maintenance préventive et d'un changement des filtres d'aération une fois par an.

vi) Inventaire annuel et consolidé des biens constituant le Réseau :

100% du linéaire ont été construits sur le territoire de la CPA au 31 décembre 2010. L'inventaire des biens constituant est indiqué dans le rapport d'activité financier dans les parties concernant l'inventaire des biens de retours et des biens de reprises.

vii) Evénements intervenus sur le réseau actif :

PERIODE	Nom de site	Type intervention	Commentaires intervention	Cause panne	Date début réelle intervention	Etat technique intervention
2010 07	ST CANNAT ROBESPIERRE	Corrective	la carte isam slot 10 est HS	PANNE = 09 - Remplacement matériel = 1	30/07/2010 15:57:11	Succès

2010 11	LE PUY REPARADE LE COURS	Corrective		PANNE = 13 - Remplacement matériel = 0	09/11/2010 19:41:39	Succès
2010 11	LAMBESC REPUBLIQUE	Corrective		PANNE = 09 - Remplacement matériel = 0	21/11/2010 07:28:56	Succès

viii) Etudes des capacités :

Les études menées à ce jour indiquent que le réseau ne fait pas état de sous-capacité à fin 2010.

ix) Enquête de satisfaction des usagers :

2010 marquant le démarrage de l'activité commerciale de CAPAIX CONNECTIC aucune enquête de satisfaction des usagers n'a encore été menée.

x) Veille technologique :

Le réseau étant en cours de finalisation, aucune technologie de rupture n'a encore fait jour et sollicite l'intérêt de CAPAIX CONNECTIC pour une éventuelle mise en œuvre sur le projet.

3) RAPPORT D'ACTIVITE DE LA COMMERCIALISATION DU RESEAU :

a) Préambule et contexte marketing :

ij) Notes sur les évolutions du marché

(1) Le marché GP

(a) Croissance forte HD

Au 31 décembre 2010, le parc total des accès achetés sur le marché de gros à France Télécom par les opérateurs alternatifs s'élevait à 10,7 millions d'accès, soit un accroissement de 1 million d'accès sur un an. Ces accès sont commercialisés par les opérateurs alternatifs sur les marchés de détail du haut débit par DSL, résidentiel et professionnel.

La technologie la plus répandue est le DSL avec plus de 98% de la population éligible à cette technologie, suivi par le câble coaxial. D'autres supports permettent l'accession au Haut débit comme le satellite, le Wimax ou le Wi-fi.

La totalité des NRA sont aujourd'hui équipés en DSL en métropole et dans les DOM, et près de 99 % des lignes cuivre sont éligibles à un service haut débit. La couverture en dégroupage atteint désormais 83 % de la population, avec plus de 5.400 NRA dégroupés à la fin de l'année 2010. Il est à noter que le dégroupage s'étend désormais à Mayotte, 101ème département français, et apporte ainsi le haut débit en DSL sur l'île, avec 4 NRA ouverts au dégroupage.

L'Autorité note néanmoins une croissance moins soutenue de l'évolution de la couverture en dégroupage au cours du dernier semestre de l'année 2010, avec 275 nouveaux NRA dégroupés contre 400 en moyenne les semestres précédents. À l'occasion du nouveau cycle d'analyse du marché mis en consultation publique l'été dernier l'Autorité a ainsi réaffirmé son objectif d'une poursuite de l'évolution de la couverture en dégroupage, notamment via l'offre de liaison fibre optique (LFO) de France Télécom.

Les offres aujourd'hui proposées à la population française se sont généralisées autour du "triple-play" dans les zones dégroupées, permettant ainsi de nouveaux usages tels que la VOD (Video on demand). L'année 2010 a vu la percée des offres « quadruple-play » du marché qui allie service internet, téléphonie fixe, télévision et téléphonie mobile.

(b) Recomposition du marché des FAI GP

FAI	Cumul 2009	Parts de marché	Cumul 2010	Parts de marché
Orange	8 880 000	48,0%	8 879 000	47,0%
Free	3 778 000	20,4%	3 866 000	20,5%
Alice	678 000	3,7%	638 000	3,4%
SFR	4 444 000	24,0%	4 592 000	24,3%
Bbox	311 000	1,7%	428 000	2,3%
Autres	409 000	2,2%	488 000	2,6%
Total	18 500 000		18 891 000	

L'année 2010 a été caractérisée par une perte de vitesse d'Orange due au lancement tardif (dernier trimestre 2010) de son offre « quadruple-play » (Open), le groupe Iliade (Free & Alice) reste à part de marché constante par rapport à 2009.

Le développement du haut débit a été un succès en France grâce aux réseaux d'initiative publique (RIP) qui offrent la possibilité aux opérateurs alternatifs de se développer sur ces réseaux en accélérant la pénétration du Haut Débit au sein de ces territoires.

Grâce aux RIP, le dégroupage touche environ 4.000 NRA, soit environ 30% du parc total de centraux téléphoniques en France. Au 31 décembre 2010, le marché compte plus de 19 millions d'abonnés au DSL.

(c) Quelles évolutions sur 2011 ?

Le succès des offres « quadruple-play » et l'arrivée de Free sur le marché du mobile avec l'obtention de la dernière licence 4G, devrait pousser les acteurs du marché à développer de nouvelles offres contenant plus de services (téléchargement de titres musicaux inclus dans l'abonnement, accès à des contenus en VOD etc.)

Enfin, le changement de l'environnement législatif (modification de la TVA, multiplication des taxes) et du lancement des projets FTTH nécessitent de lourds investissements, ce qui a généré une hausse des prix des forfaits internet Haut-Débit, traditionnellement commercialisés à moins de 30 €, passés autour de 34/35 €, ce qui induit un ralentissement de la conquête nette sur l'année 2011.

(2) Le marché « Pro »

Comme le Marché Grand public, le marché « Pro » continue son développement avec un taux de pénétration de l'internet au sein des entreprises de plus en plus important.

D'après l'Insee aujourd'hui 98% des entreprises sont équipées en ordinateurs et 97% des entreprises de plus de 10 salariés ont un accès internet (dont 9 entreprises sur 10 ont un accès haut débit).

Les TIC sont donc devenus un enjeu incontournable pour les entreprises avec notamment le développement des services bancaires en lignes, la E-administration, les visioconférences, les développements des outils de travail collaboratifs internes à l'entreprise mais aussi avec ses partenaires, qu'il s'agisse de ses Clients, de ses Fournisseurs ou de ses confrères.

Avec le développement des applications et de la dématérialisation des échanges, les besoins augmentent en permanence pour les entreprises qui tendent à augmenter leur puissance de débit. Les TIC sont aujourd'hui un véritable enjeu pour le développement des entreprises et administrations.

La majorité des acteurs majeurs du marché « Pro » sont clients des réseaux RIPs

Ils sont segmentés en 4 typologies d'acteurs :

- Les nationaux : SFR, Bouygues télécom, Orange, Altitude
- Les internationaux : Verizon, Colt, BT, Worldcom
- Les FVNO (opérateurs de réseaux fixes virtuels : les opérateurs qui ne possèdent pas d'infrastructure de réseau) : Alsatis, Acropolys, Celeste
- Les « locaux » : Com'int, Jaguar Networks, Néo.

b) Commercialisation :

L'une des missions de CAPAIX CONNECTIC est de permettre aux collectivités de renforcer l'attractivité de leurs territoires en développant l'usage des services numériques, sur les marchés entreprises, collectivités et résidentiels :

- Dynamiser le libre jeu du marché en accueillant plus d'opérateurs sur le territoire
- Favoriser le développement de services innovants, à moindre coût pour plus de compétitivité des entreprises ou une meilleure satisfaction des citoyens

L'enjeu est donc multiple :

- créer les conditions technico-économiques de la venue d'opérateurs,

- les accompagner dans le développement d'offres pertinentes sur le territoire.

Nous devons donc répondre aux enjeux des usagers opérateurs de service et de leurs clients utilisateurs finaux. La présence locale de CAPAIX CONNECTIC est particulièrement déterminante pour comprendre les enjeux locaux et y apporter des réponses adaptées au contexte local.

L'activité commerciale est organisée en 4 pôles :

- Un pôle technico-commercial (dirigé depuis 2011) par P.T. Beun dont les missions sont les suivantes :
 - o Apporter un soutien aux équipes commerciales des opérateurs en avant vente dans la définition des solutions techniques
 - o Garantir le bon déploiement des projets en support des équipes d'exploitation.
- Un pôle Administration des Ventes pilotées depuis Boulogne par notre partenaire SFR Collectivités dont les missions sont les suivantes :
 - o Réception et saisie des commandes, suivi des commandes
 - o Suivi des commandes spécifiques, coordination des entités opérationnelles.
 - o Facturation, gestion des relances des impayés, production de tableaux de bords commerciaux, gestion des contrats clients.
- Un pôle vente aux acteurs grands publics nationaux sur le marché résidentiel dirigé par L. Dubois depuis Boulogne :
 - o Commercialisation des offres lignes d'accès ADSL et des offres d'infrastructure type FON (location de Fibre Optique Noire) auprès des opérateurs nationaux.
 - o Lancement des nouveaux opérateurs de service : définition des procédures, des interconnexions, montée en compétence des équipes techniques de ces opérateurs,
- Un pôle vente « Pro » dont les missions sont les suivantes (également dirigé par P.T. Beun) :
 - o Promouvoir directement les usages auprès des clients finaux à travers des rendez vous clients
 - o Animer un réseau de partenaires, opérateurs locaux et nationaux présents localement

L'année 2010, si elle a été principalement consacrée à la finalisation des travaux de génie civil du réseau. Néanmoins, la commercialisation de la quasi-totalité des services a démarré durant le second semestre de l'année.

Vous trouverez ci-dessous un tableau de suivi des principaux services proposés par CAPAIX CONNECTIC :

Tableau de suivi du cumul des Abonnés ADSL et du nombre de NRA en Production par rapport aux prévisions Plan d'Affaires initial :

Mois	Cumul Abonnés prévisionnel BP initial	Cumul Abonnés Réel	Nombre de NRA Prévisionnel en Production BP initial	Nombre de NRA Réel en Production
1	3 369		18	
2	3 564		18	
3	3 760		18	
4	3 955		18	
5	4 150		18	
6	4 345		18	
7	4 541		18	
8	4 736	35	18	6
9	4 931	2089	18	8
10	5 126	2516	18	8
11	5 322	2758	18	8
12	5 517	2914	18	13

Graphique de suivi du cumul des Abonnés ADSL et du nombre de NRA en Production par rapport aux prévisions Plan d'Affaires initial :

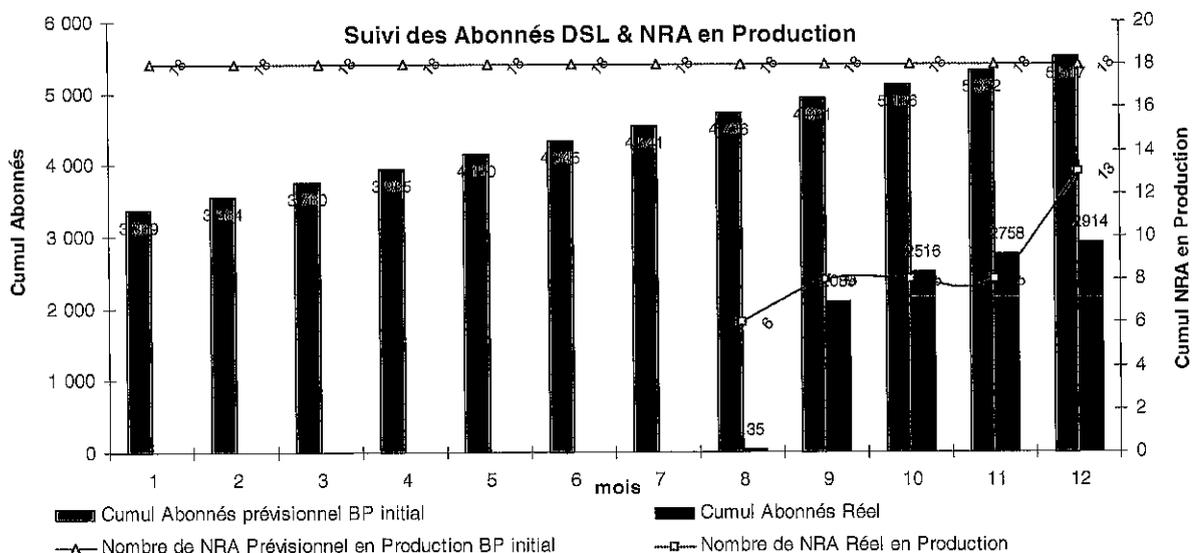


Tableau de suivi du cumul des contrats Lan To Lan signés par rapport aux prévisions du Plan d’Affaires initial :

Mois	Cumul Contrats L2L prévisionnel BP initial	Cumul Contrats L2L Réel
1	30	1
2	32	1
3	35	1
4	38	1
5	41	2
6	44	2
7	47	2
8	50	2
9	52	3
10	55	3
11	58	3
12	61	3

L'écart entre les prévisions initiales et le réel en matière de signature de contrat réside :

- pour partie à des prévisions initiales trop ambitieuses par rapport aux tissus économiques
- pour partie à une stratégie de raccordement défaillante lors du lancement de la commercialisation de ces services parce qu'associée en même temps à la finalisation de la construction,
- pour partie dans le fait que CAPAIX CONNECTIC ne disposait pas d'une porte de collecte sur un Point de Présence Opérateur (POP) international.

Pour information, CAPAIX CONNECTIC a révisé sa stratégie de raccordement en 2011 et travaille sur l'implantation d'une porte de collecte à Netcenter (Marseille).

Graphique de suivi du cumul des contrats Lan To Lan signés par rapport aux prévisions du Plan d’Affaires initial :

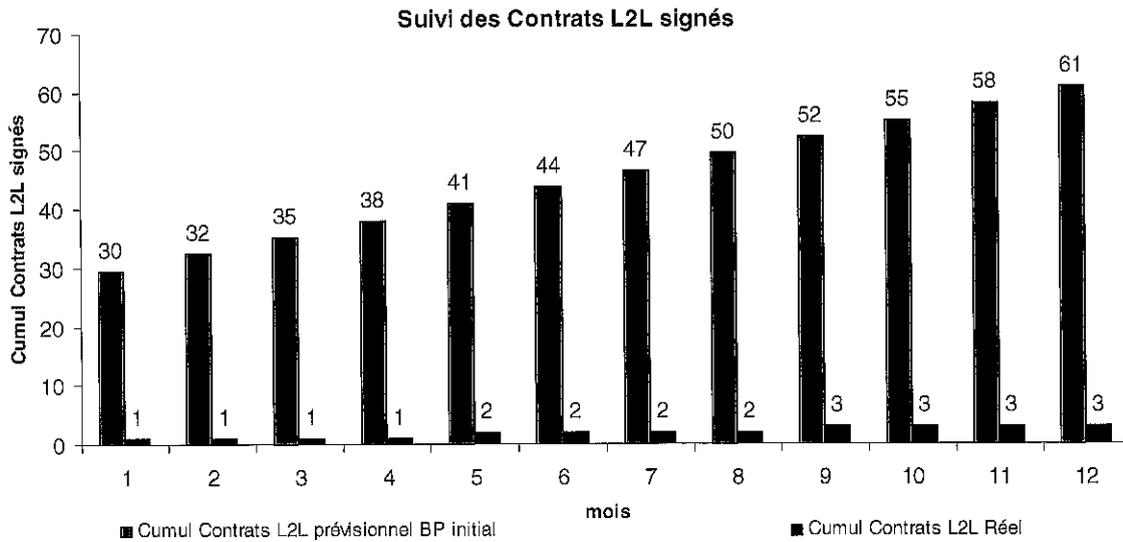
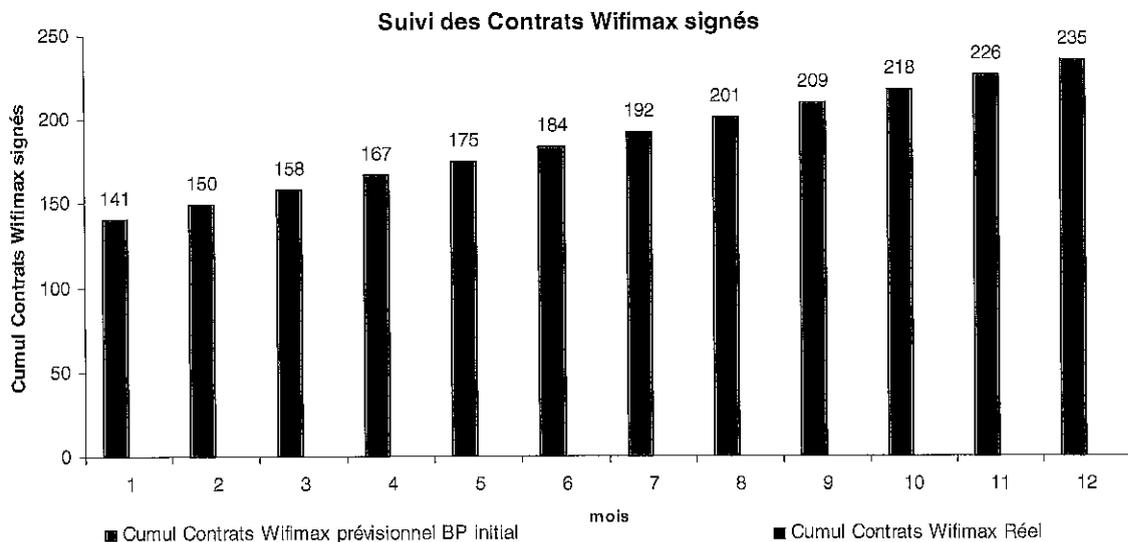


Tableau de suivi du cumul des contrats Wifimax signés par rapport aux prévisions du Plan d'Affaires initial :

Mois	Cumul Contrats Wifimax prévisionnel BP initial	Cumul Contrats Wifimax Réel
1	141	
2	150	
3	158	
4	167	
5	175	
6	184	
7	192	
8	201	
9	209	
10	218	
11	226	
12	235	

Le réseau Wifimax n'ayant pas été recetté à fin 2010, sa commercialisation n'a pas pu être lancée lors de cet exercice, ce qui explique le fait qu'aucun contrat n'ait été signé à fin 2010.

Graphique de suivi du cumul des contrats Wifimax signés par rapport aux prévisions du Plan d'Affaires



initial :

i) Modification éventuelle de l'organisation des Services :

Afin de pouvoir satisfaire ses clients Opérateurs et les usagers finaux, CAPAIX CONNECTIC a dû faire évoluer son catalogue de services.

Deux modifications ont été apportées à ce catalogue.

(1) Wifimax

Une première modification apportée concerne la substitution d'un catalogue tarifaire sur la partie radio suite au transfert de technologie déployée. Ainsi, en lieu et place du catalogue Wimax, un catalogue de service et une grille tarifaire propre au Wifimax a été mise en œuvre.

Vous trouverez ci-dessous la nouvelle grille tarifaire en vigueur.

GAMME WIFIMAX				
DSP/WIFI/08-001				
Conditions particulières applicables : CP/DSP/WIFI/08-001				
Porte de Livraison locale				
Débit de la porte de livraison	Code Offre	Frais d'accès au Service	Redevance Mensuelle ou hébergement DSP	
Ethernet 10M	ACC-SURF-901	1 000,00 €	- €	
Ethernet 20M	ACC-SURF-901	1 000,00 €	- €	
Faet Ethernet	ACC-SURF-901	1 000,00 €	- €	
Olga Ethernet	ACC-SURF-902	3 000,00 €	- €	
Liens d'Accès Distribués aux Opérateurs ou FAI en WIFIMAX				
Gamme	code offre	Frais d'accès au service	Redevance mensuelle	
WIFIMAX débit Max GP	ACC-WIMA-001	30,00 €	14,30 €	
WIFIMAX débit Max PRO 1Mbps	ACC-WIMA-002	30,00 €	95,00 €	
WIFIMAX débit Max 2 Mbps	ACC-WIMA-003	400,00 €	190,00 €	
WIFIMAX débit Max 3 Mbps	ACC-WIMA-004	800,00 €	500,00 €	
WIFIMAX débit Max 10 Mbps	ACC-WIMA-005	800,00 €	750,00 €	
Option : Livraison hors DSP et installation				
Option	code offre	Frais d'accès au service	tarif	
Livraison TH2 Paris	ACC-WIMA-101	- €	45,00 € / mops *	
*calculé sur la base du 95ème percentile				
Options Ponctuelles & autres informations tarifaires				
Option ponctuelle	code offre	Tarif		
Resiliation	ACC-WIMA-304	60,00 €		
Accessoires tarifaires	code offre	Tarif		
Signalisation ou Intervention à tort	ACC-WIMA-319	250,00 €		
Commande non-conforme sans installation	ACC-WIMA-320	60,00 €		
Commande non-conforme avec installation	ACC-WIMA-321	310,00 €		

(2) DSL

Faisant suite à la baisse des prix de France Télécom sur leur offre DSL, CAPAIX CONNECTIC a dû également proposer une nouvelle offre de prix plus compétitive, de façon à conserver un avantage tarifaire par rapport à la nouvelle offre de France Télécom.

Pour information lors du lancement de la Délégation, l'offre DSL proposée par France Télécom était de 24,3 € H.T. / abonné DSL, en 2010 cette même offre était à 19,4 € H.T. / abonné DSL.

Aussi, le prix initial de CAPAIX CONNECTIC est ainsi passé de 21,3 € H.T. / abonné DSL à 18,95 € H.T. / abonné DSL.

Vous trouverez ci-dessous la nouvelle grille tarifaire en cours sur l'exercice 2010 :

GAMME DSL Grand Public

DSP/SSR/07/001

Porte de Livraison locale

Débit de la porte de livraison	Code Offre	Frais d'accès au Service	Redevance Mensuelle en Hébergement DSP	Redevance Mensuelle en site Distant
Ethernet 10M	ACC-SURF-901	1 500,00 €	- €	550,00 €
Ethernet 20M	ACC-SURF-901	1 500,00 €	- €	700,00 €
Fast Ethernet	ACC-SURF-901	1 500,00 €	500,00 €	1 100,00 €
Giga Ethernet	ACC-SURF-902	5 000,00 €	1 500,00 €	2 750,00 €

Liens d'Accès Distribués aux Opérateurs ou FAI en ADSL Dégroupage Partiel

Gamme	code offre	Frais d'accès au service	Redevance mensuelle
DEGROUPEGE PARTIEL MAX de Synchro - NRA de moins de 4500 lignes	ACC-DSLF-099-01	60,00 €	14,30 €
DEGROUPEGE PARTIEL MAX de Synchro - NRA de plus de 4500 lignes	ACC-DSLF-099-02	60,00 €	11,50 €

Liens d'Accès Distribués aux Opérateurs ou FAI en ADSL Dégroupage Total

Gamme	code offre	Frais d'accès au service	Redevance mensuelle
DEGROUPEGE TOTAL MAX de Synchro - NRA de moins de 4500 lignes	ACC-DSLT-099-01	50,00 €	18,85 €
DEGROUPEGE TOTAL MAX de Synchro - NRA de plus de 4500 lignes	ACC-DSLT-099-02	50,00 €	17,21 €

Options Ponctuelles & autres informations tarifaires

Option ponctuelle	code offre	Tarif
Facilitation	ACC-DSLF-304 / ACC-DSLT-304	60,00 €

Accessoires tarifaires	code offre	Tarif
Signalisation ou intervention à tort	ACC-DSLF-319 / ACC-DSLT-319	130,00 €
Commande non-conforme	ACC-DSLF-320 / ACC-DSLT-320	50,00 €

c) Communication

La CPA et CAPAIX CONNECTIC se sont rapidement coordonnés sur la stratégie de communication à développer autour du projet.

Il a été convenu que:

CAPAIX CONNECTIC communique avec les opérateurs.

La CPA communique avec les élus en collaboration avec CAPAIX CONNECTIC.

La CPA et CAPAIX CONNECTIC communiquent en concertation avec le grand public et les entreprises.

Il s'agit d'un partenariat, où chaque partie doit informer l'autre, pour que le dialogue et les prises de paroles de l'un comme de l'autre soit cohérentes.

i) Réunions de présentation du projet aux acteurs du Pays d'Aix

- 19.01.2010 : Réunion publique au Pole d'Activités d'Aix,
- 25.01.2010 : Présentation du projet et de son avancement à la mairie de Peyrolles,
- 17.02.2010 : Réunion publique à La Duranne,
- 18.02.2010 : Présentation du projet et de son avancement à la mairie de Peynier,
- 18.02.2010 : Présentation du projet et de son avancement à la mairie du Tholonet,
- 11.03.2010 : Présentation du projet et de son avancement à la mairie de la Roque d'Anthéron,
- 15.03.2010 : Présentation du projet et de son avancement à la mairie de Beaurecueil,
- 15.03.2010 : Réunion à la Pépinière de Pertuis,
- 22.03.2010 : Présentation du projet et de son avancement à la mairie de Fuveau,
- 22.03.2010 : Présentation du projet et de son avancement à la mairie de Veauvenargues,
- 29.03.2010 : Présentation du projet et de son avancement à la mairie de Simiane,
- 31.03.2010 : Présentation du projet et de son avancement à la mairie de Saint Paul lez Durance,
- 06.04.2010 : Présentation du projet et de son avancement à la mairie de Jouques,
- 06.04.2010 : Présentation du projet et de son avancement à la mairie de Saint Cannat,
- 09.04.2010 : Présentation du projet et de son avancement à la mairie de Vitrolles
- 09.04.2010 : Présentation du projet et de son avancement à la mairie de Cabries

- 15.06.2010 : Présentation du projet et de son avancement aux opérateurs locaux,
- 23.06.2010 : Présentation du projet et de son avancement aux opérateurs nationaux (Boulogne),
- 25.06.2010 : Point d'avancement du projet à la mairie de Saint Paul lez Durance,
- 28.06.2010 : Réunion publique au Syndicat Mixte de l'Arbois,
- 22.07.2010 : Point d'avancement du projet à la mairie de Simiane,
- 07.10.2010 : Inauguration du réseau de communications à très haut débit du Pays d'Aix en présence de Madame le Président de la CPA M. Jouassin Massini & Monsieur le Ministre des transports L. Mercier,
- 09.11.2010 : Point d'avancement du projet à la mairie de Lambesc
- 14.12.2010 : Réunion de présentation avec le Pôle d'Activités d'Aix.

ii) Les outils de communications mis en œuvre :

(1) Le site internet :

Le site met en avant la mission de service public portée par CAPAIX CONNECTIC et les bénéfices qui vont être apportés par le projet.

Il est également possible, grâce à ce site, de consulter le planning travaux, les différentes technologies mises en œuvre, les images du projet.

Ce site permet de disposer une information concernant :

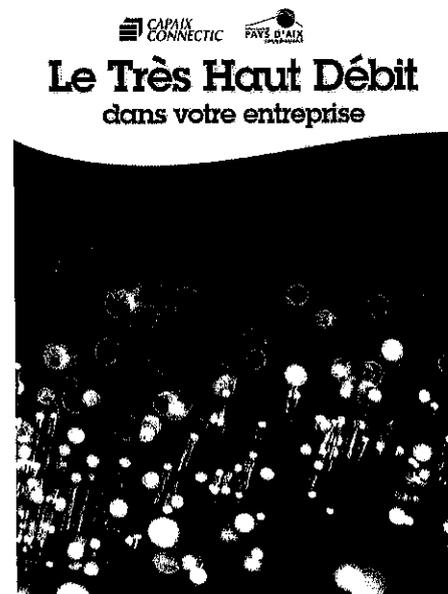
- Les Opérateurs présents,
- La couverture disponible pour chacune des 34 communes du Pays d'Aix.

Ce site doit faire l'objet d'une refonte au cours de l'année 2011, afin de mieux répondre aux besoins de l'exploitation et de ce fait sera doté de contenus vidéos et aura pour principale mission de proposer une plateforme pédagogique sur les usages et avantages de la fibre optique pour les PME et TPE.

iii) Les plaquettes :

Deux plaquettes ont été diffusées au cours de l'exercice 2010 à l'ensemble des acteurs de la CPA et dans les mairies notamment.

La première plaquette est une plaquette à destination du grand public de façon à l'informer du projet, de qui fait quoi et de l'apport du projet pour les habitants du territoire de la CPA.



Le seconde plaquette à destination des entreprises, est plus axée sur les usages et avantages de la fibre optique et dispose de témoignages de premières entreprises qui disposent d'offres à très haut débit grâce au réseau mis en œuvre par CAPAIX CONNECTIC.

De même cette plaquette sera réactualisée au cours de l'année 2011 afin d'actualiser la liste des opérateurs clients de CAPAIX CONNECTIC, mais également afin d'intégrer une « check-list » dédiée au projet du passage à la fibre optique (ce qu'il faut faire pour bien tout budgéter, ce qu'il ne faut pas oublier, quelles questions à se poser etc.).

d) Enjeux et Perspectives 2011

Les principaux enjeux relatifs au développement de l'activité CAPAIX CONNECTIC pour 2011 sont structurés autour de trois axes :

i) Sur le segment grand public :

Le principal enjeu 2011 reste la commercialisation des 18 NRA ainsi que ceux de Venelles et de l'Europole de l'Arbois et l'intégration de nouveaux clients F.A.I. sur cette gamme de services (Bouygues Télécom & Free notamment).

La commercialisation de nos offres de services Wifimax au travers de l'opérateur Ozone et l'arrivée d'un deuxième opérateur client sur ce type de services.

ii) Sur le segment « Pro » :

Les leviers de développement et axes d'amélioration sont :

- Le développement de notre base d'information sur les réseaux existant dans les Z.A. et sur le territoire de la CPA afin de minimiser les travaux de génie civil dans le cadre des raccordements clients en Lan to Lan et réduire le temps de mise à disposition des services,
- Une approche personnalisée de chaque raccordement d'utilisateur en Lan to Lan (devis personnalisé, suivi du raccordement de l'utilisateur jusqu'à l'activation des services par notre client opérateur),
- L'implantation d'un Pop à Netcenter, permettant aux opérateurs locaux de pouvoir accéder à un Pop international, sans avoir à supporter des coûts supplémentaires proposés par des opérateurs nationaux,
- La poursuite de l'éducation du marché des Pro en matière d'usage et avantage de la fibre optique au travers d'outils de communications (nouvelle plaquette et nouveau site internet) et d'événements spécifiques (réunions d'association de Z.A. etc.)
- La mise en place d'un outil informatique basique et facile d'accès permettant à nos clients opérateurs de pouvoir situer leurs prospects par rapport à notre réseau.

iii) Sur le segment infrastructure :

L'augmentation du trafic sur les réseaux mobiles portés par la diffusion massive des offres 3G/3G+ et des nouveaux terminaux mobiles tels que l'iPhone se traduit par un accroissement des besoins en capacité des opérateurs mobiles au niveau des réseaux capillaires, de collecte et de transport. Le réseau de la DSP est en mesure de répondre aux besoins des opérateurs mobiles et de faciliter ainsi à l'extension de la couverture 3G/3G+ sur le territoire de la DSP.

4) **ANNEXE 1 : RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2010**

5) ANNEXE 2 : ETAT DES EFFECTIFS

Nombre d'agents : Non applicable.

Qualification des agents : Non applicable.

Evolution des rémunérations : Non applicable.

Taux de rotation : Non applicable.

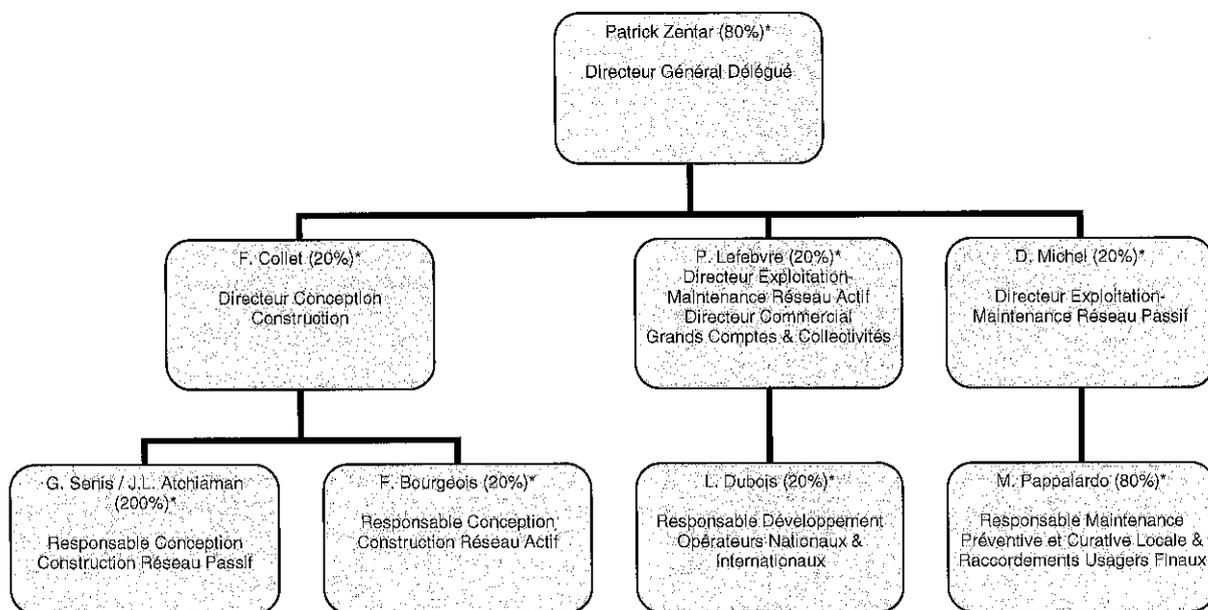
Absentéisme : Non applicable.

Le Délégué ne dispose pas de salariés propres à ce jour.

En revanche le Délégué dispose de salariés mis à sa disposition au travers des contrats de gestion conclus avec ses actionnaires EIFFAGE et LD Collectivités notamment.

De même au travers du contrat de conception construction conclus avec le groupement concepteur constructeur constitué de Forclum et LD Collectivités, le Délégué dispose de moyens techniques et humains mis en œuvre de façon à réaliser le réseau qui a été confiée par l'Autorité Déléguée.

Depuis la création de CAPAIX CONNECTIC une équipe de 9 personnes a été constituée.



Cet effectif s'appuie sur les ressources propres des sociétés mères EIFFAGE et SFR Collectivités, à la fois dans le domaine de la construction, mais également dans le domaine de l'exploitation des réseaux et de leur commercialisation.

* : indique la quote-part d'affectation des ressources constatée en 2010 sur CAPAIX CONNECTIC.

BILAN ACTIF

Rubriques	Montant Brut	Amortissements	31/12/2010 (12)	31/12/2009 (14)
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	7 330 222	135 745	7 194 477	
Immobilisations en cours	8 078 059		8 078 059	9 603 624
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	15 408 281	135 745	15 272 536	9 603 624
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	370 760		370 760	
Autres créances	672 969		672 969	656 516
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	2 562 176		2 562 176	2 408 391
(dont actions propres :)				
Disponibilités	26 173		26 173	4 504
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 140 657		1 140 657	8 792
ACTIF CIRCULANT	4 772 734		4 772 734	3 078 203
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	20 181 015	135 745	20 045 270	12 681 827

BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/2010 (12)	31/12/2009 (14)
Capital social ou individuel (dont versé : 442 000)	442 000	442 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes		
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(395 968)	
Subventions d'investissement	7 788 291	3 406 697
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	7 834 324	3 848 697
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 038 967	3 712 091
Dettes fiscales et sociales	60 760	
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 111 219	5 121 039
Autres dettes		
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	12 210 946	8 833 130
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	20 045 270	12 681 827

<i>Résultat de l'exercice en centimes</i>	-395 967,77
<i>Total du bilan en centimes</i>	20 045 269,65

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

Rubriques	France	Exportation	31/12/2010 (12)	31/12/2009 (14)
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	310 000		310 000	
Production vendue de services				
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	310 000		310 000	
Production stockée			8 104 667	9 588 314
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges				
Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION			8 414 667	9 588 314
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			8 711 852	9 587 834
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			500	480
Impôts, taxes et versements assimilés				
Salaires et traitements				
Charges sociales				
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions			135 745	
Autres charges				
CHARGES D'EXPLOITATION			8 848 097	9 588 314
RESULTAT D'EXPLOITATION			(433 430)	
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				487
Autres intérêts et produits assimilés			50 075	15 310
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			1 359	5 242
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			51 434	21 039
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			75 180	21 039
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			75 180	21 039
RESULTAT FINANCIER			(23 746)	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			(457 176)	

COMPTE DE RESULTAT (suite)

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2010 (12)</i>	<i>31/12/2009 (14)</i>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	61 209	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	61 209	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
RESULTAT EXCEPTIONNEL	61 209	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	8 527 309	9 609 353
TOTAL DES CHARGES	8 923 277	9 609 353
BENEFICE OU PERTE	(395 968)	

CAPAIX CONNECTIC

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

(Exercice clos le 31 décembre 2010)

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

(Exercice clos le 31 décembre 2010)

Aux Associés
CAPAIX CONNECTIC
Z.I. Pôle d'Activité d'Aix les Milles
420, rue Georges Claude
13100 AIX-EN -PROVENCE

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article L. 227-10 du code de commerce.

Neuilly sur Seine, le 23 mai 2011

Le Commissaire aux Comptes
PricewaterhouseCoopers Audit


Yan Ricaud

CAPAIX CONNECTIC

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

(Exercice clos le 31 décembre 2010)

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

(Exercice clos le 31 décembre 2010)

Aux Associés
CAPAIX CONNECTIC
Z.I. Pôle d'Activité d'Aix les Milles
420, rue Georges Claude
13100 AIX-EN -PROVENCE

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos au 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société **CAPAIX CONNECTIC**, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

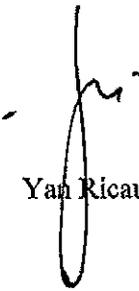
III- Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux Associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Neuilly sur Seine, le 23 mai 2011

Le Commissaire aux Comptes
PricewaterhouseCoopers Audit



Yan Ricaud

CAP AIX CONNECTIC

**420, rue Georges Claude - Z.I.
Pôle d'activités Aix Les Milles
13100 Aix en Provence**

Comptes annuels au 31 décembre 2010

SOMMAIRE

BILAN	
Bilan actif	1
Bilan passif	2
COMPTE DE RESULTAT	
Compte de résultat partie 1	3
Compte de résultat partie 2	4
ANNEXE	5
Règles et méthodes comptables	6
Informations sur Bilan et Compte de résultat	8
Etat de l'actif immobilisé	9
Composition du capital social	10
Variation des capitaux propres	10
Etat des échéances, des créances et des dettes	11
Charges à payer	12
Produits à recevoir	13
Charges et produits constatés d'avance	14
Eléments relatifs à plusieurs postes du bilan	15
Engagements financiers et autres informations	16
Identité sociétés mères consolidant société	17
Résultats des cinq derniers exercices	17

BILAN ACTIF

<i>Rubriques</i>	<i>Montant Brut</i>	<i>Amortissements</i>	<i>31/12/2010 (12)</i>	<i>31/12/2009 (14)</i>
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	7 330 222	135 745	7 194 477	
Immobilisations en cours	8 078 059		8 078 059	9 603 624
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	15 408 281	135 745	15 272 536	9 603 624
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	370 760		370 760	
Autres créances	675 229		675 229	656 516
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	2 562 176		2 562 176	2 408 391
(dont actions propres :)				
Disponibilités	26 173		26 173	4 504
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 140 657		1 140 657	8 792
ACTIF CIRCULANT	4 774 994		4 774 994	3 078 203
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	20 183 275	135 745	20 047 530	12 681 827

BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/2010 (12)	31/12/2009 (14)
Capital social ou individuel (dont versé : 442 000)	442 000	442 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(395 968)	
Subventions d'investissement	7 788 291	3 406 697
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	7 834 324	3 848 697
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 041 227	3 712 091
Dettes fiscales et sociales	60 760	
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	8 111 219	5 121 039
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	12 213 206	8 833 130
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	20 047 530	12 681 827

Résultat de l'exercice en centimes

-395 967,77

Total du bilan en centimes

20 047 530,09

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

Rubriques	France	Exportation	31/12/2010 (12)	31/12/2009 (14)
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	310 000		310 000	
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	310 000		310 000	
Production stockée			8 104 667	9 588 314
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges				
Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION			8 414 667	9 588 314
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			8 711 852	9 587 834
Autres achats et charges externes			500	480
Impôts, taxes et versements assimilés				
Salaires et traitements				
Charges sociales				
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions				
Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			135 745	
CHARGES D'EXPLOITATION			8 848 097	9 588 314
RESULTAT D'EXPLOITATION			(433 430)	
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				487
Autres intérêts et produits assimilés				15 310
Reprises sur provisions et transferts de charges			50 075	
Différences positives de change				5 242
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			1 359	
PRODUITS FINANCIERS			51 434	21 039
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			75 180	21 039
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			75 180	21 039
RESULTAT FINANCIER			(23 746)	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			(457 176)	

COMPTE DE RESULTAT (suite)

Rubriques	31/12/2010 (12)	31/12/2009 (14)
Produits exceptionnels sur opérations de gestion Produits exceptionnels sur opérations en capital Reprises sur provisions et transferts de charges	61 209	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	61 209	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion Charges exceptionnelles sur opérations en capital Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
RESULTAT EXCEPTIONNEL	61 209	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	8 527 309	9 609 353
TOTAL DES CHARGES	8 923 277	9 609 353
BENEFICE OU PERTE	(395 968)	

ANNEXE

PRESENTATION DE LA SOCIETE ET FAITS MARQUANTS

La société CAPAIX CONNECTIC SAS a été constituée le 19 novembre 2008 avec un capital de 37 000 €.

En date du 02 juin 2009, une première augmentation de capital a été réalisée pour porter celui-ci à hauteur de 221 000 €.

En date du 20 novembre 2009, une deuxième augmentation de capital a été réalisée pour porter celui-ci à hauteur de 442 000 €.

Elle a pour objet le financement, la conception, la construction, l'exploitation et la commercialisation de l'ensemble du réseau haut débit pour la communauté d'agglomération du Pays d'Aix dans le cadre de la convention de Délégation de Service Public.

La société a signé le contrat partenariat avec la Délégation de Service Public en date du 18 aout 2008 et notifié le 22 septembre 2008 pour une durée de 18 ans.

Le coût d'investissement est estimé à 16 526 958 € et la subvention demandée de 7 850 000 €.

Au cours de l'année 2008/2009, la société a perçu 3 406 697 € de subvention.

Le solde de 4 442 803 € a été versé dans le courant de l'année 2010, le montant total de la subvention est donc porté à la somme de 7 849 500€

La 1ere livraison du bien a été réalisée au 1er septembre 2010 à hauteur de 7 330 222€.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Introduction

Les comptes annuels sont établis suivant les principes résultant du Plan Comptable Général adopté par le Comité de la Réglementation Comptable le 29 avril 1999.

Les immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au bilan à leur coût de revient historique. Les intérêts intercalaires et certaines charges directement ou indirectement affectées à la construction et au financement du projet pendant la période de construction de l'ouvrage jusqu'à la date de mise en service sont incorporés au coût de la construction.

Les amortissements

La méthode utilisée pour le calcul des amortissements des immobilisations est linéaire.

La convention de concession est conclue pour une durée de 20 ans et entre en vigueur dès sa notification. la fin est fixée au 31 Aout 2028.

En conséquence la première livraison du 01 Septembre 2010 pour un montant brut de 7 330 222€ sera amortie sur une période de 18 années.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances qui présentent des difficultés de recouvrement font l'objet d'une dépréciation par voie de provision.

Valeurs mobilières de placement

Des provisions pour dépréciations sont constituées lorsque leur valeur vénale est inférieure à la date de la clôture à leur coût d'entrée en portefeuille.
Ce poste comprend des Sicavs de trésorerie dont la valeur de marché n'est pas significativement plus importante que la valeur nette comptable.

AUTRES INFORMATIONS

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de service entrant dans les diligences directement liés à cette mission sont mentionnés dans l'Annexe aux comptes consolidés du groupe EIFFAGE

**INFORMATIONS
BILAN ET RESULTAT**

IMMOBILISATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales, agencements, aménagements			
Installations techniques, matériel et outillage industriels			7 330 222
Installations générales, agencements, aménagements			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	9 603 624		5 804 656
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 603 624		13 134 878
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
TOTAL GENERAL	9 603 624		13 134 878

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS ETABLISSEMENT, RECHERCHE, DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agencements				
Installations techn., matériel et outillages industriels			7 330 222	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	7 330 222		8 078 059	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 330 222		15 408 281	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
TOTAL GENERAL	7 330 222		15 408 281	

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	44 200			10

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		3 848 697
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		3 848 697
Variations en cours d'exercice		En moins
Variations des subventions d'investissement		4 381 594
Autres variations		395 968
SOLDE		3 985 627
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		7 834 324

CREANCES ET DETTES

<i>ETAT DES CREANCES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'un an</i>
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	370 760	370 760	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	672 969	672 969	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	2 260	2 260	
Charges constatées d'avance	1 140 657	1 140 657	
TOTAL GENERAL	2 186 646	2 186 646	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

<i>ETAT DES DETTES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'1 an, - 5 ans</i>	<i>plus de 5 ans</i>
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	4 041 227	4 041 227		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	60 760	60 760		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	6 570 146	6 570 146		
Autres dettes	1 541 073	1 541 073		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	12 213 206	12 213 206		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

DETAIL DES CHARGES A PAYER

31/12/2010

CHARGES A PAYER	371 719,20
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	371 719,20
FOURNISSEURS FACT. NON PARVENU	229 395,20
FOURNISSEURS FACT NON PARV GRP	142 324,00
TOTAL DES CHARGES A PAYER	371 719,20

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

31/12/2010

PRODUITS A RECEVOIR	370 760,00
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	370 760,00
CLIENTS FACTURES A ETABLIR	370 760,00
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	370 760,00

DETAIL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

31/12/2010

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 140 656,76
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	1 140 656,76
CHG CNS AVANCE AUTRES CHARGES	1 131 820,81
CHG CNS AVANCE ASSURANCES	8 835,95
TOTAL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	1 140 656,76

ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DE BILAN

<i>Rubriques</i>	<i>Entreprises liées</i>	<i>Participations</i>	<i>Dettes, créances en effets comm.</i>
ACTIF IMMOBILISE			
ACTIF CIRCULANT			
DETTES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 411 182		
Autres dettes	6 570 146		

**ENGAGEMENTS FINANCIERS,
AUTRES INFORMATIONS**

IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

<i>Dénomination sociale - siège social</i>	<i>Forme</i>	<i>Montant capital</i>	<i>% détenu</i>
EIFPAGE 163 QUAI DU DOCTEUR DERVAUX 92601 ASNIERES SUR SEINE	SA	360 000 000	81,00 %

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

<i>Date d'arrêt</i> <i>Durée de l'exercice (mois)</i>	<i>31/12/2010</i> <i>12</i>	<i>31/12/2009</i> <i>14</i>			
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	442 000	442 000			
Nombre d'actions - ordinaires	44 200	44 200			
Nombre maximum d'actions à créer					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	310 000				
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	(395 968)				
Résultat net	(395 968)				
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot. amortissements, provisions	(9)				
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	(9)				
PERSONNEL					
Sommes versées en avantages sociaux					

OBJET : Développement économique et Emploi - Délégation de Service Public pour le Très Haut Débit - Examen du rapport annuel d'activités de l'année 2010, du compte-rendu d'exploitation et du compte-rendu financier du délégataire

Après avoir pris connaissance du rapport ci-joint, le Conseil de Communauté en prend acte et le transforme en délibération.

Ont signé le Président et les membres du Conseil présents
Maryse JOISSAINS-MASINI



16 NOV. 2011